

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte Saint-Martin)

## Non... le Proletariat n'est pas vaincu !

### LA LUTTE N'EST PAS TERMINÉE

La grève générale a eu lieu. Elle n'a en rien ressemblé à celle du 12 février 34. A cette époque, les espoirs des plus optimistes avaient été dépassés. Aujourd'hui après les grèves de juin, tous les espoirs étaient permis. Mais il est vrai, il y a eu depuis l'action de deux ans et demi de Front populaire. La grève a dépassé en échec, les prévisions des plus pessimistes.

Les journaux du Front populaire, l'Humanité et Ce Soir en particulier, peuvent crier victoire, ils ne changeront rien à la réalité. Il est vrai que leurs lecteurs n'ont pas pu se rendre compte du résultat de la grève puisque beaucoup étaient parmi les jaunes. Il ne s'agit pas de se lamenter, mais il faut parer aux conséquences désastreuses que pourrait avoir cette grève avortée.

Cet échec est la conséquence de la politique du Front populaire, de la colonisation syndicale, et du syndicalisme de gouvernement. Les seules fédérations : Livre, mineurs, ports et docks, marins où la grève a été effective sont les fédérations où l'esprit syndicaliste a résisté à la colonisation.

L'analyse de l'organisation de la grève explique les raisons de l'insuccès. Pour tout le monde cette manifestation après avoir été trop tôt annoncée, est venue trop tard, ce qui a permis au patronat et au gouvernement de faire jouer tout le système de l'intimidation sur cette masse de syndiqués de juin 36, que l'organisation n'avait pas su éduquer.

L'ordre de grève aurait dû être décrété au cours du congrès de Nantes et appliqué dans les 48 heures. Le mécontentement contre les décrets-lois était tel que le mouvement aurait eu l'approbation générale de la population aussi bien dans la classe ouvrière que dans la petite bourgeoisie. Il en aurait été ainsi, si les hommes du Bureau Confédéral étaient restés des militants partageant la dure vie des travailleurs et n'ayant que le souci de l'intérêt de leur classe. Mais il n'est pas ainsi. Ces hommes ont depuis longtemps quitté le lieu du travail. Ils sont devenus des gens « instruits », sachant

L'insuccès de la grève est dû au rôle néfaste des partis politiques et du parti communiste en particulier dans les syndicats. CELA DOIT CESSER.

### C. G. T. libre de tout parti politique, de tout gouvernement pour le seul intérêt des travailleurs

porter faux-culs et ayant appris à se tenir convenablement à table. Dans les ministères, ou dans les maisons respectables, ils ne détonnent pas. A tous les problèmes du jour, financier, économique, politique, ils ont leur solution. Ce sont de grands hommes capables, devant un petit cercle, de résoudre la crise économique, comme de vous découper une nouvelle carte de l'Europe. En un mot, ce sont des hommes de gouvernement. Et c'est en tant que tels qu'ils ont examiné la grève. Dans ces conditions l'échec était certain.

Le mouvement avait pour but de renverser l'équipe gouvernementale actuelle, pour lui substituer cette grande combinaison, si chère au cœur de Blum, qui va de Maurice Thorez à Louis Marin. Frossard, dans la coulisse, manœuvrait et pilotait.

Mais quand on est des hommes de gouvernement, on peut tromper les foules que l'on dirige, mais on ne doit pas se tromper soi-même. Ils savent tous que quels que soient les hommes au pouvoir les mesures financières si impopulaires envisagées par le petit Reynaud devront être appliquées. Ils savent de plus que la France a besoin de l'appui des banquiers de la City, et de l'alliance militaire de l'Angleterre. Et Chamberlain devait venir à Paris pour régler ces questions. Les hommes qui avaient dés-

prouvé Munich étaient assez peu qualifiés pour recevoir l'homme au parapluie. Ne voulant pas prendre la responsabilité des mesures financières nécessaires à l'équilibre budgétaire, voulant l'alliance militaire de l'Angleterre, il fallait donc que le gouvernement Daladier appliquât les premières augmentations, qui n'auraient jamais été rapportées, et revoie Chamberlain. Il ne fallait pas que la classe ouvrière agitait que ces résultats ne fussent obtenus pour nos politiciens.

Cela malgré tout ne faisait pas l'affaire des communistes, qui, aux ordres du

gouvernement russe, n'envisagent que le maintien du pacte franco-soviétique et la guerre contre l'Allemagne. Pour eux, il faut donc faire obstacle à la politique inaugurée à Munich et surtout empêcher un rapprochement entre la France et l'Allemagne. Il fallait donc faire le possible pour que Chamberlain trouve une France en état de guerre civile et retourne en Angleterre sans rien signer et surtout que le voyage annoncé de Ribbentrop n'ait pas lieu.

Le jeudi, les cellules du « Grand parti des masses » déclenchèrent la grève chez Renault et dans plusieurs usines métallurgiques de la région parisienne, avec l'espoir de déterminer un mouvement général comme en juin 36. Les grèves furent engagées dans de si mauvaises conditions qu'elles étaient vouées à l'échec.

On sait comment la City a réagi en dépit des déclarations ministérielles qui pouvaient laisser croire que l'Allemagne avait désormais une complète liberté d'action en Europe Centrale et l'on assiste actuellement à la réalisation d'un plan commun par le capital anglais pour barrer la route à une hégémonie économique de l'Allemagne.

Cet effort considérable se double d'une curieuse manœuvre politique dont il est inutile de souligner l'importance. Dès qu'elle fut connue — et la manière souterraine dont elle fut conduite indique assez qu'elle rompt avec ses habitudes — qu'elle a provoqué dans toutes les capitales un sentiment de surprise et même de stupeur. (Voir la suite en 3<sup>e</sup> page.)

autobus rouleront. Panique qui gagna toutes les corporations, à l'exception du Livre, que son vieil esprit syndicaliste, a toujours mis à l'abri de la pénétration politique. La grève, qui devait être une victoire ouvrière, se termina par une des défaites les plus cuisantes que le prolétariat français ait subies.

Cette défaite ne signifie pas que le prolétariat soit déjà vaincu. Beaucoup de travailleurs vont se ressaisir. Le gouvernement sent parfaitement qu'il ne doit pas exploiter sa victoire à fond, cela pourrait déterminer des contre-réactions dans la classe ouvrière. Il appartient aux militants anarchistes, à tous les révolutionnaires de redresser la situation.

Une réaction salutaire doit s'accomplir dans les organisations syndicales. Cet échec est la conséquence des grèves déclenchées par les communistes pour les besoins de la politique extérieure du gouvernement russe. La grève des métals au mois de mars faite pour amener la chute, du gouvernement Blum, la grève du bâtiment en septembre terminée pour envoyer les bâtiments creuser des tranchées. Grève chez Renault, grève générale pour la combinaison Blum, c'est-à-dire que pendant deux ans, exploitant les justes revendications des travailleurs, on les a engagés dans des luttes où leurs intérêts n'avaient rien à voir. Cette dictature sur les organisations syndicales a trop duré, elle doit cesser. L'avenir du prolétariat français en dépend.

Après cet échec un seul mot d'ordre doit être appliquée : « Assez de politique, intérêts ouvriers d'abord ».

Indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques; oui, mais aussi vis-à-vis de tous les gouvernements, quels qu'ils soient. La C. G. T. doit rompre avec le Rassemblement populaire. Les méthodes de collaboration ont fait faillite. Si l'on ne veut pas connaître le fascisme, elle doit revenir aux méthodes d'action directe.

UNE C. G. T. QUI NE SE BATTRA QUE POUR LE PROLETARIAT ET RIEN QUE POUR LE PROLETARIAT.



### Où va l'Europe ?

Quoiqu'on ne connaisse pas encore la lettre de la déclaration franco-allemande, on peut en deviner l'esprit. Il s'agit de reconnaître un fait nouveau, savoir l'élimination de la France, dans les années qui vont venir, de toutes les positions qu'elles avaient tenues depuis près d'un siècle pour empêcher l'impérialisme allemand de réaliser ses objectifs. On sait comment le dernier de ceux-ci a été enlevé sans coup férir et comment le démembrément de la Tchécoslovaquie a ouvert à l'Allemagne les portes de l'Orient européen.

Certes, considérez sous ce jour, cette déclaration apparaît nettement pour ce qu'elle est : une défaite totale, irrémédiable de notre impérialisme contraint d'accepter — en échange d'une reconnaissance toute provisoire de frontières — des restrictions très graves de son droit d'intervention, soit directe, soit par puissance interposée, sur des théâtres d'opérations plus ou moins éloignés en vue de défendre par ses alliances des intérêts incontestables. Ainsi l'œuvre de la diplomatie française d'après-guerre cherchant à susciter en Europe centrale une barrière d'ennemis à l'Allemagne dont on craignait la force renaissance se trouve, avec l'effondrement tchécoslovaque définitivement liquidée.

Désormais l'Allemagne est débarrassée de son ennemi le plus dangereux et peut envisager, en toute quiétude, de reprendre cette « Marche vers l'Est » qui doit la conduire aux champs de blé hongrois ou ukrainiens ainsi qu'aux champs de pétrole roumains. On peut du moins le penser à Berlin où l'on nourrit généralement ce chaleureux optimisme des dictatures qui s'imaginent facilement que « l'épreuve de la force » devra toujours leur être favorable. Or, c'est là le point faible.

On a vu, en effet, que de sérieuses inquiétudes sont nées en certains pays devant l'attitude du III<sup>e</sup> Reich. Les efforts du Roi de Roumanie tendant à obtenir de Londres un appui contre la pression allemande en sont une illustration significa-

tive. On sait comment la City a réagi en dépit des déclarations ministérielles qui pouvaient laisser croire que l'Allemagne avait désormais une complète liberté d'action en Europe Centrale et l'on assiste actuellement à la réalisation d'un plan commun par le capital anglais pour barrer la route à une hégémonie économique de l'Allemagne.

Cet effort considérable se double d'une curieuse manœuvre politique dont il est inutile de souligner l'importance. Dès qu'elle fut connue — et la manière souterraine dont elle fut conduite indique assez qu'elle rompt avec ses habitudes — qu'elle a provoqué dans toutes les capitales un sentiment de surprise et même de stupeur. (Voir la suite en 3<sup>e</sup> page.)

### CONTRE L'ETRANGLEMENT DE L'ESPAGNE

### CONTRE LES DECRETS-LOIS SUR LES ETRANGERS

### CONTRE LES PERSECUTIONS

### ANTISEMITES

PRENDRENT LA PAROLE :

GEORGES DUMOULIN, MARCELLE CAPY, JEAN MATHE, CHAZOFF, HENRY TORRES, FELICIEN CHALAYE, MARCEAU PIVERT, GEORGES PIOCH.

# TOUS CE SOIR VENDREDI A LA MUTUALITÉ

### Le peuple d'Espagne meurt de faim mais nous, nous en crèverons

On a tant dit, on a tant écrit déjà sur les souffrances qu'ils subissent depuis trente mois ; on s'est tant apitoyé, verbalement, sur les misères qu'ils acceptent avec un intraduisible orgueil, que les termes m'échappent pour dire toute l'émotion qui s'est emparée de moi en lisant, dans « Paris-soir » du 28 novembre dernier, le douloureux article de Joseph Kessel sur la vie — sur la vie ! — des enfants et des femmes d'Espagne.

Ah ! ce n'est pas à vous, mes amis et mes compagnons qui, dès le premier jour de la lutte, vous êtes associés à la défense héroïque d'un peuple que je voudrais

On a tant dit, on a tant écrit déjà sur les souffrances qu'ils subissent depuis trente mois ; on s'est tant apitoyé, verbalement, sur les misères qu'ils acceptent avec un intraduisible orgueil, que les termes m'échappent pour dire toute l'émotion qui s'est emparée de moi en lisant, dans « Paris-soir » du 28 novembre dernier, le douloureux article de Joseph Kessel sur la vie — sur la vie ! — des enfants et des femmes d'Espagne.

Il s'agit de savoir si LA DERNIERE TRANCHEE DE LA LIBERTÉ (sic) deviendra réellement, comme nous le promet Daladier, un vaste camp de concentration pour les exilés, les proscrits des régimes de dictature.

Si ce pays n'est pas mûr pour la trique d'un dictateur, la salle de la Mutualité doit être trop petite ce soir pour contenir tous ceux qui voudront clamer leur dégoût de la politique pro-fasciste de nos gouvernements.

Tous les anarchistes de la région parisienne, tous les lecteurs du « Libertaire » seront de ceux-là. Tous ils auront à cœur de répondre sans défection aucune à cet appel que leur adresse L'UNION ANARCHISTE.

m'adresser ; c'est à cette foule anonyme, introuvable, sensible cependant, qui, par ignorance peut-être sacrifie chaque jour aux dieux inassouvis de la guerre des millions et des milliers d'innocentes victimes.

Oui, je sais, les techniciens de la tuerie, les apologistes du massacre, les spécificateurs du crime, les stratèges de l'assassinat collectif vous diront que la guerre est la guerre, qu'elle est une monstruosité en soi, qu'elle est totalitaire et qu'il est ridicule de vouloir faire un distinguo entre le combattant bénévole ou contraint qui, de chaque côté de la barricade, défend une cause ou une classe et l'être faible par définition qui subit les horreurs d'une tragédie sans pouvoir résister, à armes égales, à la mort qui le poursuit.

Et bien ! ce n'est pas vrai et il est impossible que nous acceptions une telle définition qui justifierait toutes les bassesses et toutes les lâchetés ? La guerre est inhumaine, on ne nous apprend rien, et il n'est pas dans nos intentions de nous placer dans les rangs de ceux qui cherchent à l'humaniser. Mais si un sentiment d'admiration nous transporte vers ceux qui se refusent à accepter la servitude que l'on veut leur imposer, c'est un sentiment de pitié qui nous envoit à la description de ces gosses émaciés, morts presque avant d'avoir vécu, et de ces mères impuissantes à arracher au calvaire de la faim des enfants qu'elles ne peuvent plus nourrir que de leurs larmes.

« Gémir, pleurer, prier est également lâche » a dit le poète ; aussi nous n'implorons pas. Nous sommes effrayés de cet état d'indifférence dans lequel croupit le monde, nous sommes effarés de cette sourde que l'humanité met à son cœur pour ne pas entendre la voix d'un peuple qui s'épuise dans une gigantesque bataille où se jouent les destins d'une civilisation.

J. CHAZOFF.

(Voir la suite en 3<sup>e</sup> page.)

## LE SABRE ET LA TOGE

### La répression civile et militaire sevit plus féroce que jamais

Nous avons rapporté la semaine dernière la lourde condamnation qui a frappé l'un des nôtres, insoumis du temps de guerre, Pierre Piller. Sur la demande expresse de sa famille, nous avions tu jusqu'ici cette affaire. Mais notre discréption n'ayant maintenant plus d'objet, l'intéressé ayant été condamné à quatre ans et demi (CINQUANTE QUATRE MOIS) de prison, nous pouvons dire sans lui porter préjudice qui est Pierre Piller. Notre camarade n'est autre que Gaston Leval, bien connu en Espagne et en Amérique latine, et dont nos lecteurs ont pu apprécier, sous la signature de Max Stéphen, la pensée vigoureuse et le style élevé.

Gaston Leval a produit plusieurs œuvres sociologiques fort estimées, ainsi que des études économiques. Il a maintenant quarante-trois ans. Sa compagne a la charge de trois enfants, dont l'aîné a douze ans, à peine.

Mais ces considérations ne sont d'aucun poids sur l'esprit des juges militaires. Ils ont voulu condamner en lui un homme qui n'a pas fait la guerre — cette guerre si seulement mise hors la loi, mais pour la préparation de laquelle on courre les nations sous un joug économique sans précédent.

Ce n'est pas seulement un jugement de classe, c'est aussi un jugement de caste. Et cette monstruosité se produit VINGT ANS après la tuerie ! Et la France, terre de liberté et de justice — dit Daladier — reste le dernier pays à refuser d'amnistier des condamnations de guerre ! Il fallut dix ans pour amnistier les communards ! Combien de fois dix ans faudra-t-il pour que les esclaves du Palais-Bourbon, qui se sont fait élire, avec des promesses formelles, l'Amnistie générale, libèrent les inculpés de guerre ? C'est une question que nous invitons leurs électeurs à leur poser.

### Sus aux grévistes

La propriété se défend. Il y aurait eu dans la journée d'hier trois cent cinquante arrestations. Les inculpés passeront sans doute aux flagrants déliés, comme les grévistes de chez Renault. Ceux-ci ont durablement écopé, de quinze jours à six mois même pour l'un d'eux. Pensez donc, ils avaient jeté des boulons contre des pauvres petits gardes mobiles armés eux, de leur seul fusil et de leurs bombes lacrymogènes.

Faut que ça se passe... Et c'est Daladier l'apophyxié, qui présente la note,

### Contre les antimilitaristes

Notre camarade Saïf Mohamed, qui est à la prison de Pontoise, va bientôt passer en jugement, ce sera le 9 décembre. Il a comme toujours bon moral et bon courage.

D'autre part, les camarades Duvenet et Jourdain, du Réveil Syndicaliste, ont été condamnés l'un et l'autre à dix mois de prison par défaut.

Le pacifisme munichois continue...

## Nous avions raison

Avec les huit pages, Le Libertaire s'impose cette semaine un effort tout particulier et exceptionnel. Cependant, notre ambition et elle est légitime — voudrait que cet exceptionnel devint avant peu la règle. Les anarchistes ont raison. Nous avons raison quand nous prédisons que le Front populaire s'enfonderait coûte que coûte et les autres combinaisons politiques qui le précédent dans la même voie : Blocs des Gauches de 24 et 32, qui se briseront contre le Mur d'argent et l'éventuelle fasciste.

Tous avons raison quand nous disons que le néo-chauvinisme des communistes ne profiterait qu'à la réaction et au patronat. On le voit aujourd'hui avec la lugubre clarté, au lendemain d'une grève qui a fait ressortir la prédominance de l'esprit de naissance sur l'esprit de classe.

Nous avions raison quand nous disions qu'il fallait poursuivre jusqu'au point extrême les révoltes révolutionnaires.

Mais il ne suffit pas d'avoir raison. Il faut avoir les possibilités de le crier. Le meilleur instrument c'est la presse. C'est avec leurs grands organes que les partis politiques pèsent sur les masses.

Qu'on songe aussi à cette grosse « arrière » de la grande presse bourgeoisie, à ces

### VIENT DE PARAITRE

## MICHEL BAKOUNINE

### LA VIE D'UN RÉVOLUTIONNAIRE

par H.-E. Kaminski

Principaux chapitres de l'ouvrage :

Le Révolté. — A l'ombre de cinq mètres, Jeunesse d'un aristocrate, Romanisme russe.

Le Révolutionnaire. — La grande découverte, la Philosophie de la Misère, La Révolution, L'Appel aux Slaves, La Bourgeoisie.

Le Prisonnier. — Golgotha, La Confession, En Siberie.

Renacement. — Retour au Monde, L'insurrection Polonoise, La Fraternité Internationale.

L'Anarchiste. — Fédéralisme, Socialisme, Anarchismisme, L'Internationale, Netchatoff, La Grande Déception.

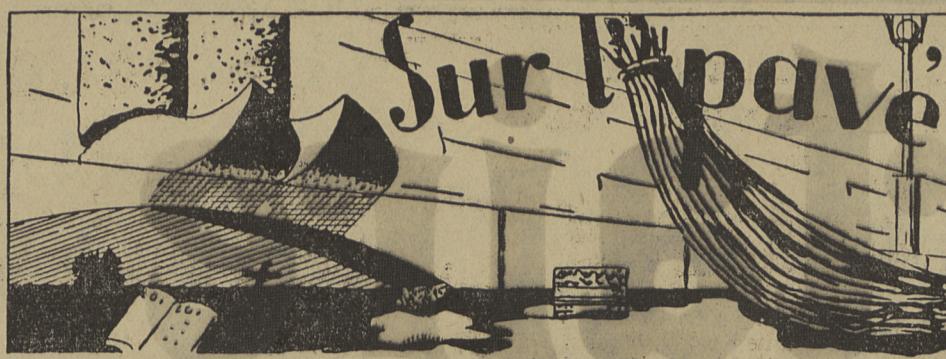
La Retraite. — Mourir, Retour à la Terre.

Un fort volume de 360 pages, aux Editions Montaigne : 25 francs.

En vente au « Libertaire »

Franco 27 fr. Chèque postal Paris

Scheck 487-78.



### PROPOS D'UN PARIA

### MISE AU POINT

Parce que, en syndicalistes disciplinés, nous avons répondu sans hésitation au mot d'ordre de nos organisations corporatives, des gens — qui ne savent pas — se sont exclams : « Alors, vous faites le jeu des communistes ? »

Et d'ajouter : « Ce n'est pas le peine de critiquer les attitudes et de dénoncer les provocations des larbins de Moscou pour marcher avec eux. »

Il est évident que si nous faisions avec les belligerants d'hier et peut-être de demain (on ne peut rien prévoir, tout dépendra des ordres qu'ils recevront) une alliance aussi immorale que pouvait l'être jeu le Front dit populaire, on serait en droit de s'étonner de ce bizarre comportement.

Mais on doit à la vérité de déclarer qu'aucun pacte de ce genre n'a été conclu entre les partisans du fascisme rouge et les libertaires impénitents et intranquilles que nous sommes.

Seulement, il se trouve qu'un nombre assez important, mais qui ira, nous l'espérons, en diminuant, d'ouvriers suivent les directives des charlatans staliniens. Et que les décrets dits de redressement de M. Paul Reynaud sont arrivés à point pour faciliter la tâche démagogique des professionnels d'une révolution qui n'a rien de commun avec la nôtre.

Il est bien naturel que tous les ouvriers — qu'ils soient communistes ou quoi que ce soit en iste — protestent contre des décrets qui diminuent leurs salaires, augmentent leurs impôts, alors que les capitalistes sont à peine touchés et que l'Etat continue ses folles dépenses.

Il n'y a pas là, quoi qu'en écrivent certains, de grève politique.

Que les communistes, à la faveur de cette agitation, cherchent, comme toujours, à grands coups de gueule, de bluff, et avec les moyens de propagande dont ils disposent, de tirer à eux les marrows, c'est-à-dire le profit moral de l'opération, cela ne fait pas de doute.

Mais il n'absout que les pauvres nigauds qui croient dans comme fer à leurs histoires de parades soviétiques.

Ce paradis si bien dépeint par Kléber Legay et où il n'y a jamais de grèves !...

Il y a longtemps que nous ne sommes plus dupes de leurs sornettes.

Et nous n'entendons plus faire leur jeu que celui des fascistes d'autres couleurs.

Il ne faut tout de même pas oublier que ce ne sont pas eux qui, en France, ont le pouvoir.

Larue-Michel.

### ASSEZ DE BLUFF

Nous ne sommes pas de ceux que l'insuccès accable et démolira. Une bataille perdue, ce n'est pas une défaite définitive. Il sied de faire courageusement le bilan de l'opération et d'éviter le retour des erreurs commises. Mais s'il ne faut pas désespérer, il ne sied pas davantage de se cacher la tête sous l'aile et mentir devant l'échec. Ce n'est pas évidemment l'avis de L'Huma qui imprime froidement ce matin que la grève fut « un magnifique mouvement ». Encore quelques « succès » de ce genre, et la classe ouvrière sera définitivement écrasée. C'est une honte pour le prolétariat de supporter que parlent encore en son nom ces bateleurs impudents et cyniques. C'est avec une pareille démagogie qu'on détruit toute combativité et qu'on fait des masses un troupeau stupide et inconscient, exposé à toutes les paniques. Assez de bluff.

### RAPPEL NECESSAIRE

Nous sommes loin de la grève du 12 février 1934, où, d'un seul élan, la classe ouvrière française se groupa derrière la C.G.T.. Celle-ci était loin d'avoir la puissance numérique d'aujourd'hui. Cependant, c'est derrière elle que peureusement se seraient les chefs des partis politiques. Nous nous rappelons, car nous y étions, cette réunion du mercredi 7 février 1934, à la C.G.T., où Blum et ses pairs, vertes de peur, se mettaient humblement à la disposition du mouvement ouvrier. Les communistes et leur lamentable C.G.T.U. étaient désespérés.

La grève cependant réussit magnifiquement le 12.

En novembre 1938, elle échoue, car c'est la C.G.T. qui est à la remorque des partis.

### LE JACOBIN DE THERMIDOR

Daladier se vante d'être un ferme républicain, un pur continuateur de la tradition démocratique, un vrai jacobin, quoi. Il y a du vrai dans cette prétention. Son attitude à l'égard du syndicalisme rappelle invinciblement celle de Robespierre dans sa lutte contre les éléments avancés de la République. La comparaison s'arrête là, d'ailleurs, car l'Incorrifiable avait tout de même une autre allure... Il fut victime de la conjuration des éléments pourris du nouveau régime qui prétendaient, au nom de l'ordre — déjà ! — supprimer les conquêtes sociales de la révolution. Ce fut Thermidor. La masse ouvrière, qui avait vu Robespierre supprimer par la force ses meilleurs défenseurs, hébertistes et « enrages », laissa faire. Le professeur d'histoire Daladier croit peut-être désarmer la réaction et gagner sa gratitude en sacrifiant la classe ouvrière aux « thermidorians 1938 ». C'est le jacobin de Thermidor...

### BIBENDUM EST REQUISITIONNE

Le bovidé de la Camargue, dans son grand souci d'équilibre social, veut montrer qu'il sait tenir la balance égale entre les fauteurs de troubles. En même temps qu'il mobilisait les fonctionnaires avec des moyens renouvelés de Briand, il a fait réquisitionner les usines Michelin que le gros exploiteur de Clermont-Ferrand avait fermées en raison de la grève. Bibendum a donc été condamné à exploiter un jour de plus les ouvriers qui auront eu la docilité de ne pas répondre à l'ordre de grève. C'est qu'il n'a peur de rien, M. Daladier, ah ! mais !

### DANS LES CANARDS

Si la grève n'a eu qu'un succès limité, par la faute surtout des fonctionnaires, qui étaient cependant les plus touchés par les décrets, il est juste de dire que les éléments ouvriers ont, dans l'ensemble, mieux fait leur devoir. Dans la métallurgie et le bâtiment, il y eut un honorable contingent de grévistes. Les mineurs également ont bien marché.

Il est une corporation qui mérite d'être citée

particulièrement, c'est le Livre. A Paris, les journaux n'ont pas paru. Les grands canards ont bien sorti quelques éditions de fortune faites pour la plupart avec le personnel de matrice et sans informations nouvelles réelles, mais le chômage fut effectif à 95 %. Certains journaux du soir, comme *Paris-Soir*, sortirent avec l'édition de province maquillée en édition parisienne, et après l'autorisation des syndicats ouvriers qui négociaient de cette façon les sanctions que par certains le trust Hatchette voulait prendre contre les grévistes. Le livre a fait son devoir, et il eût été à souhaiter que les autres corporations en fissent autant...

### LA DEFAITE DES STALINIENS

Une « coquille » nous a fait dire, la semaine dernière, que, dans l'ancienne C.A. de la C.G.T., les communistes étaient 23. C'est 13 qu'il fallait lire. Mais ceci rectifié, leur défaite n'en était pas moins grande, si l'on tient compte que, malgré la fiche de consolation que leur a fait attribuer Jouhaux en portant le nombre des membres de la C.A. à 50, ils ne sont quand même que 16 — soit le tiers — et qu'il suffirait aux centristes et aux belinistes d'un peu d'énergie et de constance pour barrer la route aux entreprises funestes des « Ségalais » de Staline.

### SENEGALAIS ET NEGRIERS

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens fureux des vérités désagréables qu'il leur assénéa. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurleurs qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Ségalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Châteaudun traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le *Lib* s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

C'est Chambelland qui nous conte dans la *Révolution Proletarienne* que les interventions des délégués staliniens étaient, pour la plupart, écrites à l'avance et ne laissaient place ainsi à aucune improvisation personnelle. Sans doute étaient-elles revêtues, ajoute Chambelland, de l'imprimatur du Bureau politique. A la caserne aussi, l'initiative des sous-off' est réduite à sa plus simple expression. Il s'agit d'obtempérer aux ordres supérieurs et de « monter au rapport »...

### LES SOUS-OFF'

C'est un drôle de type que ce Dumoulin. On peut dire qu'il représente bien la tradition des vieux syndicalistes à qui la C.G.T. doit d'exister, cultivés sans pédanterie, caustiques sans méchanceté, et courageux sans farfanterie. Avec lui, les communistes, les centristes en ont entendu de cruelles, le Front populaire itou, « ce monceau de ruines ».

Dumoulin n'est pas anarchiste — il le fut, paraît-il, à une époque lointaine — mais nous n'en avons que plus de satisfaction à dire qu'il détonne agréablement dans ce milieu de pseudo-intellectuels réformistes ou d'adjoints staliniens qu'on trouve trop souvent maintenant à la tête des organisations syndicales.

### LES QUATRE FILS AYMON...

S'adressant aux dirigeants de la Fédération des Fonctionnaires, Dumoulin les appelle les quatre fils Aymon, faisant allusion aux quatre preux à cheval sur la même monture, Lacoste, Neumayer, Laurent, etc., enfourchaient le mauvais cheval de l'unanimité. « Je vous connais bien, fit-il, quand les difficultés s'accroissent, vous irez, demain comme hier, sous votre tente, attendre que les choses s'arrangent... »

En considérant l'inertie des fonctionnaires pendant cette grève du 30, on peut dire que la prédiction de Dumoulin prend un sens différent. Les fonctionnaires ont effectivement attendu hier que « les choses s'arrangent ».

### ...ET LA JUMENT DE ROLAND

Une autre comparaison empruntée aux romans de chevalerie s'impose. Le Front populaire est mort et même crevé. Cette monture a été vite fourbue. Que le Front populaire était donc fringant... sous Laval !

Il se trouve pourtant des syndicalistes pour estimer qu'il a encore des qualités, et qui se sont opposés à Nantes à la rupture de la C.G.T. avec le Front populaire. Des qualités ? Le Front populaire en a à revendre. Domage que ce soit comme la jument de Roland, qui les avait toutes, mais qui n'avait qu'un défaut : elle était morte.

### DROIT D'ASILE

L'oncle et la tante de Gryszypan viennent d'être condamnés à quatre mois de prison. Leur crime ? Être parents de leur neveu. Et lui avoir donné asile. L'avoir recueilli, mourant de faim, lorsqu'il avait dû fuir les brutes nazies de son origine.

Il fut une époque où un tel geste aurait été cité en exemple, mais sous le règne Daladier-Sarraut, la saloperie est élevée à la hauteur d'un principe. Il est vrai que ce tandem n'est guère capable d'apporter autre chose. Et ce sont tous deux des jacbons, grands défenseurs des droits de l'homme et du citoyen.

Il est vraiment temps que le droit et la justice prolétariennes se substituent à ce monde de pourriture.

### CHEZ LES PERES LAPINS

Nous bouffons le crâne avec la baisse de la natalité française, par rapport au potentiel reproductive de l'Allemagne ? A en croire les prophéties de la repopulation, la France sera bientôt un désert, cependant que la Germanie prolifique grouillera comme une termitière. Le héros de cette campagne est un certain M. Bovéat, que ses loisirs de père lapin — il est père d'une nombreuse famille — permettent de préciser l'Alliance Nationale contre la Dépopulation.

Or, voilà que le même M. Bovéat, renversant toutes les données catastrophiques qu'il nous prédisait naguère, nous explique dans l'*Œuvre* du 27 que la situation n'est pas si terrible que ça. En Allemagne, les vieilles générations sont en train de regagner sur les jeunes, ce qui a pour effet de réduire le dynamisme démographique et de mettre ce pays sur un rang analogique à celui de la France. Et Bovéat ajoute que, vraisemblablement, le Reich ne dépassera guère 81 à 83 millions d'habitants, « soit moins du tiers des 250 millions prévus dans *Mein Kampf* et qui devaient être obligés de conquérir l'Ukraine pour se nourrir ».

Faites une politique résolument pacifiste, donnez un standard

# La vérité sur l'intervention et la non-intervention en Espagne

par Luis ARAQUISTAIN  
ex-ambassadeur d'Espagne

Nous publions ci-dessous, à titre d'information, les réflexions suivantes de Luis Araquistain, socialiste caballiste et ancien ambassadeur d'Espagne à Paris. Ces remarques confirment ce que nous pensons et disons sur les vraies raisons de l'interventionnisme italo-allemand en Espagne. Elles contiennent également de piquantes remarques sur les menées dictatoriales des staliniens et de leurs alliés. Elles serviront à la documentation et à l'argumentation de nos militants.

Nous les avons extraites d'une brochure reproduisant un discours prononcé récemment par l'auteur devant une assemblée de journalistes et de personnalités de Barcelone.

Au cours de son histoire tourmentée, l'Espagnol fut souvent trompé par des mythes mensongers de croisades pour un idéal, qui toujours échappaient l'intérêt matériel d'un ou de plusieurs Etats étrangers. La marque-type de l'honnête homme est l'excessive crédulité et la bonne foi. Mais lorsqu'il découvrit son erreur et vit la réalité à nu à travers les intrigues pseudo-idiologiques, l'Espagnol se retourna toujours contre les Tartufes, même contre ceux qui l'avaient aidé à se sauver, comme ce qui arriva à Wellington qui dut partir d'Espagne à bride abattue, injurié par le propre peuple dont il avait été le compagnon d'armes contre Napoléon. Il discerna alors que l'Angleterre lutta, non pas pour l'indépendance espagnole, mais pour son intérêt propre, et que l'armée anglaise était un hôte aussi peu désirable que l'armée française.

Après un historique rapide de l'époque napoléonienne, Araquistain aborde le problème actuel par une satire mordante de l'Espagne républicaine :

Devant cette uniformité monotone due, peut-être, à une étonnante et inexplicable abdication collective de l'intelligence et du fait singulier et heureux que la République espagnole soit un pays archaïque et fortuné où il ne faut critiquer ni rien ni personne, il est surprenant que les partis entrent en rivalité pour accaparer les journaux, qui donnent tous les mêmes informations et publient les mêmes articles, ou qui semblent être les mêmes. À cette fin, on vole les journaux, on achète ou on loue sans que parfois l'on puisse payer l'imprimerie et le papier.

Mais si quelqu'un n'est pas tout à fait content et ne se résigne pas à cette décapitation mentale, s'il a quelque chose à dire et cherche un journal, s'il a même le bonheur de le trouver, même aux antipodes de son parti et de sa pensée — il y a des cas rares — une hospitalité offerte, si laborieuse sera cependant inutile, car il y a l'implacable censure pour l'empêcher d'écrire, non seulement sur l'Espagne et ses angoissantes problèmes, mais sur n'importe quel thème lointain d'Afrique, d'Asie ou de la Lune. N'allons pas déranger la France et l'Angleterre ! N'allons pas empêcher Hitler ou Mussolini, ce qui arriva parfois. De la Russie, n'en parlons pas : elle est superstitieuse !

La presse communiste peut insulter qui elle veut et comme elle veut. Elle vous dira tout de suite que vous êtes au service de France et que vous conspiriez contre le gouvernement si l'on vous voit déjeuner avec quelqu'un de la C.N.T. Mais si l'offensé veut répliquer, comme la grossesse et inépte attaque le mérite, c'est inadmissible. Aucune polémique entre antisémites ! Et l'injurier n'a pas d'autre solution que d'encaisser la calomnie. Ainsi l'on sauve l'harmonie et la gloire immuable du Front Populaire, qui est une autre divinité que l'on ne peut juger, par son origine sacrée !

La liberté d'opinion et, à plus forte raison, de jugement, s'est établie, s'est convertie en monopole, en recettes bureaucratiques. Si, de cette manière, l'on gagnaît la guerre ! Mais je crois que l'on ne peut la gagner ainsi. Ce n'est pas parce qu'à moi, socialiste, cette liberté ou l'autre me paraissent un fétiche, comme à beaucoup de libéraux. La liberté concrète, maintenant, et ici est un instrument, un moyen pour une finalité, pour une liberté plus grande. La liberté contre la liberté n'est certes pas admissible. Azana l'a dit dans un discours ; et sous une autre forme, Lénine en personne quand il répliquait à un idéologue : « la liberté Pourquoi ? »

Mais attention ! Il nous faut demander

à ceux qui suppriment la liberté... des autres : « Le manque de liberté ! Pourquoi ? »

Si, momentanément, c'est pour une plus grande liberté future, qui ne voudra sacrifier la sienne ? Mais il n'en est pas toujours ainsi. Le manque de liberté... des autres n'est pas toujours une exigence du bien commun, mais très souvent une manière de soustraire à la connaissance publique ce que le peuple doit savoir, d'empêcher que la volonté populaire ne se manifeste dans la nation et dans les partis, d'empêcher que l'opinion publique, à travers ses organes de presse et ses représentants, juge, elle aussi, les hommes, leur conduite et leurs actes politiques, même militaires. On dit que nous sommes une démocratie ; nous le serons, mais nous le dissimulerons très bien.

Après cette mordante diatribe contre la censure et contre ceux qui, pour débarrasser l'Espagne du fascisme, ont un peu trop tendance à imiter les méthodes, Araquistain aborde son sujet :

Le problème a trois incombes :

1° Pourquoi l'Italie et l'Allemagne attaquent-elles la république espagnole ?

2° Pourquoi le gouvernement français, malgré ses sympathies pour l'Espagne républicaine, propose en premier lieu, la non-intervention, et, conscient ensuite que sous couvert de la tragique farce de la non-intervention, l'Italie et l'Allemagne continuent à nous attaquer, ne modifie rien à sa politique ?

3° Pourquoi le gouvernement anglais, courroucé hypocritement derrière le Comité de non-intervention, veut le triomphe des fauteuils en Espagne et travaille pour lui ?

Araquistain commence par s'élever contre le fabre de la bolchevisation de l'Espagne :

L'Italie est le second pays qui, le 8 février 1924, reconnaît la Russie soviétique ; quelques jours avant, le 22 janvier, Ramón Mac Donald, chef du gouvernement travailliste anglais, l'avait fait. Mais l'ambassadeur italien arrive au Kremlin avant l'Anglais.

Durant des années, Mussolini désire ardemment consolider son amitié avec le gouvernement soviétique. En 1929, il envoie le général Balbo à la tête d'une escadrille d'hydroplanes visiter officiellement les ports russes de la mer Noire. En 1933, une flottille de sous-marins italiens visite Tiflis et Batoum. Comme conclusion, on signe des traités commerciaux, et l'Italie concède d'importants crédits à la Russie. Une flottille soviétique rend, en octobre 1933, leur visite aux sous-marins italiens. Peu avant, le 2 septembre 1933, l'Italie et la Russie signent un traité d'amitié et de neutralité, semblable à l'Italo-allemand de 1926. En décembre 1933, Litvinoff scelle ces accords et actes de cordialité par une visite à Rome personnellement, invité par Mussolini. On le reçoit avec les honneurs maxima, plus que pour un ministre, pour un chef d'Etat. On dirait que pour Mussolini toutes les différences sont effacées entre le fascisme et le bolchevisme.

Je vais transcrire des paroles extraordinaires qui nous placent notre destin historique aux côtés du système franco-britannique ; mais nous ne voulons plus être les jouets tragiques des rivalités impérialistes de l'Europe. Si l'Angleterre et la France nous abandonnent alors que nous luttons pour leur sécurité et leurs intérêts en même temps que pour les nôtres, pendant qu'elles se croisent les bras avec un égoïsme lucide et contemplent notre épope avec une indifférence inexplicable qui, fatigante, leur coutera cher, notre désespoir et notre juste soulèvement moral peuvent nous obliger à chercher le retrait de nos ennemis extérieurs par d'autres moyens que celui des armes, restant seuls avec les factieux. Utopie ? L'Histoire est semée de faits qui paraissaient impossibles. A bon entendeur, salut.

Nous avons parlé de la brochure d'Araquistain pour le fait de bien présenter le caractère d'invasion de la lutte telle qu'il est. Mais nous devons insister sur le fait de ses deux avertissements, à savoir : les colonies espagnoles pouvant servir de conditions pour rester enfin seules entre Espagnols sur la péninsule ibérique ; cela serait d'autant plus facile que le Maroc et la Guinée sont très impopulaires dans le peuple en raison de tout ce que ces colonies lui ont coûté ; 2° le petit avertissement du début quant à ses « amis » russes. Celui-là n'a pas besoin de commentaires.

à Staline : qu'il invite les communistes français à ne plus combattre la politique militaire de la France et qu'ils ne lui fassent pas la guerre dans son fief d'Aubervilliers à l'occasion des prochaines élections municipales.

Après avoir analysé la situation européenne de l'Europe après ce pacte, Araquistain en arrive à la nécessité pour les fascistes d'attaquer la république espagnole ! Cette obligation morale de la Russie coïncide avec les intérêts de sa politique extérieure. En collaborant à notre défense par la fourniture de matériel de guerre, le gouvernement russe veille non seulement à notre indépendance et à notre régime républicain, mais aussi au pacte franco-soviétique, c'est-à-dire aux frontières de la France et aux frontières russes.

Il est préférable de croire que les Etats libéraux ont pour but d'éviter la bolchevisation de notre pays. Hitler et Mussolini savent parfaitement que l'Espagne, pour une série de motifs politiques, sociaux et même de psychologie raciale, déterminés par son caractère aborigène, par sa géographie et son histoire, ne répètera jamais l'expérience russe. En 1932, je rencontrais Radék à Genève, qui, avec une ironie impertinente, me demanda : « La République espagnole ? Quelle route suivra-t-elle ? » De la Russie ou celle de l'Allemagne ? »

Sans hésiter, je lui répondis : « Celle de l'Espagne ». Araquistain souligne avec ironie le manque hypocritement derrière le Comité de 1931 à 1936 et sa foi dans la Société des Nations, et en arrive à l'attitude de l'Angleterre aristocratique et financière qui travaille et travaille pour le triomphe de

# Le peuple d'Espagne meurt de faim, mais nous, nous en crèverons

(Suite de la 1<sup>e</sup> page)

Nous comprenons, certes, que l'esprit de parti, la haine de classe même poussent certains à rester, officiellement du moins, en dehors du conflit et à refuser tout concours à l'un des deux belligérants. Nous comprenons que lord Halifax, au nom d'une caste qu'il représente si dignement, s'oppose au ravitaillement de l'Espagne combattante ; nous comprenons que M. Chamberlain, au nom d'une aristocratie industrielle, manœuvre pour conserver les priviléges que le capitalisme britannique possède du côté de Franco et nous comprenons aussi que la petite et moyenne bourgeoisie française, dans la peur inconsciente de la révolution, cherche à étouffer l'Espagne républicaine. Mais le peuple, le vrai peuple, au grand cœur généreux à ce que l'on prétend, ou est-il ? Que dit-il ? Que dit-il ?

A-t-il changé ? Est-il plongé dans le plus profond des egoïsmes et n'est-il plus le même que celui qui se laisse escroquer des millions pour sauver, lui disait-on, les petits Chinois de la mort ?

Hélas ! nous le craignons. Le peuple, lui aussi, a perdu la boule : il trouve encore au fond de son bas de laine quelques sous ou quelques francs pour offrir à l'honorables épouse du Premier anglais un cadeau superflu, mais sa bourse se ferme lorsqu'il faut donner un peu de lait à l'enfant qui se meure, à nos portes.

Il ne sait pas ? Mais si, il sait. Joseph Kessel le lui a dit, hier encore. Et nous n'avons pas la force devant tant de misères étaillées des millions solent parvenus au grand quotidien du soir, pour tenter l'ulti-

me sauvetage d'une génération qui s'éteint dans les affres de la famine.

Et c'est tant pis pour eux, et c'est tant pis pour nous.

Je relisais récemment le beau livre de Blasco Ibanez : *Sonica, la Courtisane*. La lutte épique que poursuit aujourd'hui, désespérément, l'Espagne républicaine contre ses généraux c'est, à vingt-deux siècles de distance, la défense héroïque de Sagonte, la célèbre ville d'Hispanie, contre la terrifiante puissance d'Annibal.

C'est en vain que la noble cité attendit les secours de son allié romaine et que ses habitants, brûlant la ville, se précipitèrent dans les flammes plutôt que de se rendre. Sagonte fut vaincu par la trahison, mais le triomphe du général cartaginois fut le prélude de la décadence romaine.

Plus tard, malgré les légionnaires de César véhiculant à travers le monde les derniers vestiges d'une civilisation, l'incrédule des patriciens et la fâcheuse du peuple eurent comme conséquence douze siècles d'obscurantisme, que n'éclaireront enfin les premières lueurs de la Renaissance.

Quel parallèle ne pourrions-nous pas établir entre la France d'aujourd'hui et la Rome décadente de l'antiquité ?

A quel bon ? Lorsque des hommes sont insensibles à la douleur qui les cotoie comment seraient-ils capables de se sauver eux-mêmes ?

Les femmes et les enfants d'Espagne meurent de faim, mais nous nous en crèverons.

J. CHAZOFF.

A l'instar...

par GALLO



## L'exemple des syndicalistes espagnols

OU VAL'EUROPE?

(Suite de la 1<sup>e</sup> page.)

Il s'agit, on le sait, du rapprochement polono-soviétique. L'explication de cet accord doit être cherchée, là encore, dans la situation créée par la défection tchécoslovaque. Cette défection a entraîné tout d'abord un relâchement des liens russo-français. Si le pacte n'est pas encore dénoncé, on n'ignore pas, de part et d'autre, que son efficience est devenue beaucoup moindre. En bref, on s'est demandé à Moscou (et rien n'est plus légitime) si la garantie française jouerait dans le cas d'une guerre engagée par l'Allemagne. Quant à la Pologne, la constitution d'un état ruthène est loin de la satisfaire. Elle espérait, elle aussi, réaliser, en donnant la main à la Hongrie au travers de la Russie subkarpathique, un coup double qui eût arrêté le germanisme dans sa progression vers l'est et en même temps évité que se posât la question de la minorité ukrainienne, très forte en Pologne, qui ne manquerait pas d'être influencée par l'existence du nouvel état ruthène.

Qu'y a-t-il d'étonnant, en ces conditions, que les deux Etats polonais et russe, également menacés dans leur domination sur des minorités ukrainiennes, et qui peuvent craindre d'autres entreprises non moins menaçantes, se soient unis contre leur commun ennemi ? C'est l'endroit de répéter que ces sortes de conjonctures savent ignorer toutes les considérations idéologiques qui éussent pu les rendre délicates. Ce n'est point sur des billevesées et des sentiments que se fonde la politique des imperialismes. Nous attendons sur ce point les gloses de l'Humanité qui, dorénavant ne pourra plus maudire le colonel Beck. Ainsi va l'histoire...

Où tout cela nous mènera-t-il ? Vraiment semblable à de biens curieuses transformations de la carte diplomatique de l'Europe. Dans une certaine mesure, on peut s'en réjouir et trouver quelques promesses de paix dans cette défection de la Pologne jusque-là agressivement germanophile. On peut penser aussi que cette création de nouveaux couples à l'ouest et à l'est de l'Europe projette de singulières clartés sur le jeu des imperialismes et ne permet plus toute formulation idéologique d'un conflit qui prendra ainsi son vrai caractère...

Nous nous rappellerons les râteliers méprisantes des « ingénieurs révolutionnaires » qui tournaient en dérision, du haut de leur science plus ou moins marxiste, les mouvements révolutionnaires du syndicalisme espagnol et particulièrement de la G. N. T. Nous nous rappellerons pour mémoire quelques-uns des faits importants qui sont passés dans l'histoire du mouvement ouvrier espagnol. La grève du 30 novembre ne passera sans doute pas dans les titres de gloire du prolétariat français. S'il n'y a pas lieu de désespérer, il est bon cependant de reconnaître que le mouvement n'a pas donné ce que les luttes passées de la classe ouvrière de ce pays pouvaient laisser présager. Les travailleurs français n'auront-ils perdu leur dynamisme légendaire ? Nous ne le croyons nullement.

Nous voyons la cause majeure de ce recul dans la désastreuse politique démagogique suivie depuis l'avènement du Front populaire par les dirigeants des partis politiques et des organisations syndicales — ce sont parfois les mêmes.

Il faut en revenir à l'éducation individuelle des adhérents, il faut réveiller le sens personnel de la responsabilité, il faut que le syndicalisme ne soit pas qu'un simple machine à cotiser, mais qu'il soit véritablement comme le disaient les fondateurs du syndicalisme français, « un individu CONSCIENT ». La lutte sociale ne connaît pas de solutions faciles, et toute lutte, quelle qu'elle soit comporte toujours un minimum de risques qu'il faut savoir prévoir et accepter.

En écrivant hâtivement ces lignes, notre pensée se porte tout naturellement vers les grandes batailles syndicales que connaît le pays.

Nous nous rappellerons les râteliers méprisantes des « ingénieurs révolutionnaires » qui tournaient en dérision, du haut de leur science plus ou moins marxiste, les mouvements révolutionnaires du syndicalisme espagnol et particulièrement de la G. N. T.

Nous nous rappellerons pour mémoire quelques-uns des faits importants qui sont passés dans l'histoire du mouvement ouvrier espagnol.

La grève révolutionnaire des cheminots, par exemple, en 1917, où Durruti fut

la révolutionnaire de l'heure.

Pour nous, pour nous, pour nous,

# SIGNIFICATION DES DÉCRETS-LOIS

# La Dictature du Capital

## FASCISME FINANCIER

Demander à toutes les couches sociales de France un égal effort, d'identiques sacrifices pour relever l'activité économique défaillante du pays et sauver l'Etat français de la faillite pour assurer la défense de la nation contre les périls extérieurs, tel fut, d'après les nombreux discours ministériels de ces derniers mois, le but, l'unique but poursuivi par l'actuel gouvernement. Vintrent les décrets-lois et la Confédération Générale du Travail fut obligée de se dresser contre ce qui apparaît avant tout comme une tentative de sauver le système condamné de l'économie libérale aux dépens des conditions d'existence de la classe ouvrière aux dépens de ses loisirs et de ses libertés.

Un égal effort ? D'identiques sacrifices ? Mais, même à travers les chiffres plus ou moins exacts des tableaux ministériels, ce que le fascisme exige de la classe salariée apparaît beaucoup plus considérable — proportionnellement — que les impôts acquittés demain par les classes dominantes. Les tableaux suivants sont, à cet égard, révélateurs :

Salarié (marié sans enfant à charge)			
Montant du revenu net	Ce qu'il paiera sans les décrets	Ce qu'il paiera avec les décrets	Majoration de l'impôt
18.000	334	719	+ 115 %
50.000	3.504	4.824	+ 37 %
1.000.000	466.359	570.523	+ 22 %
Salarié (marié avec deux enfants à charge)			
18.000	181	552	+ 204 %
50.000	2.590	3.809	+ 51 %
1.000.000	463.487	567.313	+ 22 %

Il faut, d'ailleurs, remarquer que le précédent fiscal sur un revenu de 18.000 francs porte atteinte au minimum vital de l'imposé,

alors que, mon Dieu ! les contributions versées par les détenteurs de gros revenus...

Si l'on considère, d'autre part, l'augmentation du coût de la vie, corollaire obligatoire des décrets-lois, il est d'évidence que le salaire en sera infiniment plus atteint que les membres des classes possédantes.

Le gouvernement Daladier déclare que les dépenses publiques étaient trop massives et qu'il fallait y remédier par une réorganisation administrative. Trop massives ? En réalité, pour qui refuse d'examiner les choses du point de vue des défenseurs du présent régime économique, les dépenses publiques apparaissent tout simplement comme étant d'un ordre monumental et, par cela même, impossibles à soutenir longtemps : 137 milliards sur 250 milliards de revenu national ! Et les différents éléments composant ces 137 milliards ne peuvent pas non plus provoquer certaines réflexions. Une part importante des charges publiques est la partie destinée à la préparation du prochain carnage mondial, et au pirement du dernier conflit ! On n'a même pas oublié de servir une rente aux anciens combattants, pour les récompenser d'avoir risqué leur vie dans les tueries passées, lorsqu'ils y défendaient les intérêts de leur capitalisme national. Petite chose, certes, dans la totalité du budget, mais combien révélatrice d'une bonne connaissance de l'art d'engourdir les mécontents...

Et combien d'autres dépenses ne sont que les résultats d'une organisation étatique, donc, pour tout dire, d'un système d'oppression au sein d'une classe dominante ! Pour ce qui est du redressement de l'activité économique française, c'est-à-dire, au

fond, d'une tentative de sauvetage d'une économie libérale dont la fin s'annonce, une semblable tâche semble impossible à réaliser, les causes profondes, véritables, de décadence : une disproportion chaque jour accentuée entre des capacités de production industrielle en continué développement, et les facultés restreintes de consommation des masses, les vraies causes de décadence, disons-nous, n'étant en quoi que ce soit atteintes, bien au contraire, par les mesures ayant maintenant force de loi. Le développement progressif de l'autorité gouvernementale, au lieu d'assurer la défense de l'économie libérale, ne peut guère qu'amener, au contraire, une marche vers un système totalitaire. Les impôts frappant les couches salariées, l'augmentation de la durée de travail et, surtout, les sanctions annoncées contre les ouvriers refusant d'exécuter des heures supplémentaires pour la défense nationale, et l'emploi des gaz contre les grévistes des usines Renault, n'apparaissent-ils pas comme de réels prodromes d'un fascisme ?

La C.G.T., maintenant dressée contre les décrets-lois, avait, aux débuts du Front populaire, son plan d'action dans le domaine économique, plan bien timide, certes, mais avec lequel on espérait attirer les classes moyennes. En s'unissant, dans le Front populaire, à certains partis politiques, la C.G.T. abandonna toute idée de réaliser son plan, et le prolétariat fut mis à la remorque des classes moyennes. Le résultat de certaines unions apparut clairement aujourd'hui : la classe ouvrière en a fait tous les frais. Elle y a perdu sa combativité. Le fascisme financier s'installe en attendant le fascisme tout court.

GILBERT ROLLET.

## COMMENT ILS CONÇOIVENT LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE

Une question se pose inévitablement à l'esprit : quelle est la raison profonde de l'inextricable problème financier où se débattent nos gouvernements ? Les charges sont-elles exagérément lourdes ? Ou l'économie du pays, le revenu national seraient-ils atteints d'un grave affaiblissement ?

### UN POINT DE VUE GOUVERNEMENTAL : L'INSUFFISANCE DE PRODUCTION

Ah si l'on écoute MM. Daladier et Reynaud, les charges trop massives doivent être diminuées par une rationalisation administrative qui sera surtout représentée, croyons-nous, par la mise au rang de sans-emploi de pas mal de travailleurs. Mais surtout, la raison primordiale du présent casse-tête financier serait l'insuffisance de la production française, et il faudrait revigorir celle-ci en augmentant la durée du travail.

L'Espoir de 1936, déclarant président du Conseil et ministre des Finances dans le rapport général au Président de la République sur les décrets-lois, l'Espoir de 1936 était de produire, en élevant le pouvoir d'achat des masses, un grand accroissement du travail producteur, par suite, une diminution du prix de revient unitaire déterminant elle-même la baisse du coût de la vie. Si les attentes, les espoirs n'ont pas été réalisés, cela provient de l'augmentation des prix, du caractère passager de l'amélioration du pouvoir d'achat des masses et de l'absence d'accroissement de la production. Mais, en fin de compte, le mal important, la grande cause qui est à l'origine de nos désillusions, celle d'où tout découle, serait, d'après nos ministres, cette déastreuse insuffisance de production.

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE FRANÇAISE

Que l'activité économique française continue de présenter un net caractère de dépression, cela est indiscutable !

En prenant l'année 1930 comme point de comparaison, l'indice de la production industrielle indique, pour 1938, une diminution de 25 % ; le nombre des wagons chargés est en recul de 38 %. En ce qui concerne le commerce extérieur, le volume des exportations d'objets fabriqués a baissé de 46 %, les exportations de tissus de coton ont diminué de 94 %, celles de tissus de laine de 87 %, celle d'automobiles de 70 %. Sur notre marché intérieur, l'indice du bâtiement accuse un fléchissement de 40 %. Un examen des statistiques du chômage apporte, lui aussi, une certaine preuve d'une stagnation de l'activité économique française : le nombre des chômeurs inscrits est, en effet, actuellement, de 360.000.

### LES VÉRITABLES CAUSES DE LA DÉPRESSION ÉCONOMIQUE

Soulevez, si nous reconnaissions, avec MM. Daladier et Reynaud, le marasme persistant de l'économie de ce pays, nous ne sommes plus d'accord, il s'en faut, sur ses causes. Nous persistons à penser que le contrepied maintient d'une dépression, tout comme la crise économique qui engendrait celle-ci, provient d'un désaccord fondamental entre les capacités de consommation des grandes masses populaires et le pouvoir de production de l'industrie moderne. Et nous croyons vraiment que ce n'est point en restreignant la puissance de consommation, donc d'achat, de la classe ouvrière, que nos actuels gouvernements nous sortiront, si peu que cela soit, du gâchis ; ils ne feront que nous y précipiter un peu plus...

### POUR RANIMER LA PRODUCTION

Le développement du crédit

Le Gouvernement estime que, dans certains cas où l'on aurait pu envisager une rénovation de l'outil, cette dernière ne fut pas réalisée en raison du manque

de capital. Il déclare que cette situation est due au fait que l'Etat absorbe, depuis quatre ans, la totalité de l'épargne française, et cela pour des fins presque toujours imprudentes.

Malgré certaines mesures prises pour bonifier les intérêts et pour procurer des avances aux commerçants et industriels, le loyer de l'argent est en France devenu l'un des plus chers. Il n'y est guère possible d'obtenir un prêt sur hypothèque à moins de 9 % et l'emprunteur privé ne trouve point de capitaux dont l'intérêt soit inférieur à 10 ou 12 % !

Mais les cas où l'on aurait procédé à une amélioration de l'outil sont très rares, et, vraiment, nous ne voyons pas très bien comment une expansion du crédit, l'amélioration du marché des capitaux par un rapprochement progressif de ceux qui émigrent à l'étranger, la baisse du taux de l'intérêt pourraient, en l'absence d'un élargissement de débouchés insuffisants, d'un accroissement des demandes, provoquer autre chose qu'un démarrage économique, rapidement suivi du retour à la stagnation. Et ce sera pas le fait, pour l'Etat, de s'abstenir d'emprunter durant quelque six mois, qui changera grand'chose aux conditions dans lesquelles l'économie française se trouve.

Il est vrai qu'en ce qui intéresse le commerce extérieur, la production pour l'exportation, l'économie française pourrait peut-être profiter d'un élan favorable, conséquence du gain de débouchés nouveaux. Mais, pour cela, il est nécessaire d'abaisser les prix de revient des marchandises offertes à l'étranger. Encore que nous tenions compte du niveau actuel du franc, qui constitue un avantage pour la production française, nous ne pouvons que remarquer à quel prix — pour la classe ouvrière de ce pays — serait obtenue cette meilleure position sur les marchés mondiaux. Et ceci nous amène, d'une part, à rappeler qu'un abaissement du standard de vie ouvrier sera obtenu comme conséquence des impôts nouveaux produisant un accroissement du coût de la vie. L'échelle mobile continuant d'être refusée et, d'autre part, à parler de l'attaque du Gouvernement contre la semaine de quarante heures.

### LA LUTTE CONTRE LES QUARANTE HEURES

Les ministres des décrets-lois prétendent que l'affaiblissement de notre production est, avant toute chose, due aux journées trop courtes de travail. La semaine de quarante heures paraîtrait, en France, tout dévelement économique, limiterait la capacité de travail de la population. Mais, pour nous, la semaine de quarante heures, proclamée à l'envi MM. Daladier, Reynaud et autres gouvernements, mais qu'est-ce qu'un principe si, dans le domaine des faits, une application quelconque n'y correspond pas ou n'y correspond plus ? Que représente-t-il donc, ce fameux principe, pour la classe ouvrière ? Tout au plus quelques lignes, que l'on voudrait oublier par elle, et dont on veilla précautionneusement à ne retirer ni une phrase, ni un mot, ni une virgule.

### LA SEMAINE DE QUARANTE-HUIT HEURES

Le décret-loi qui, dans la réalité, supprime

la semaine de quarante heures, accorde à tous les chefs d'établissements un crédit provisionnel de 50 heures supplémentaires. Ils auront uniquement à prévenir le ministre du Travail. Les employeurs pourront demander, par tranches de 40 heures, autant de renouvellements qu'ils désireront, et ces renouvellements seront considérés comme accordés si le ministre n'a pas, dans un délai de dix jours, répondu à la demande.

Ces heures supplémentaires effectuées peuvent avoir pour effet de porter la durée hebdomadaire du travail à quarante-huit heures. Dans certains cas, des dispositions réglementaires ou une autorisation de l'inspecteur du travail autorisent une durée de travail supérieure.

### UN DÉCRET D'ABAISSEMENT DES SALAIRES

Le décret-loi sur la durée du travail (art. 6) fixe ainsi la majoration de salaire applicable pour les heures supplémentaires : pour les 250 premières heures supplémentaires effectuées au cours d'une même année, majoration de 10 % dans les établissements occupant plus de 50 personnes (dans les autres établissements, majoration de 5 à 10 % ; au-delà de cette limite, majoration maximum de 15 % jusqu'à 400 heures, et ensuite de 25 %).

Les tarifs de ces heures supplémentaires généreront vraiment peu le patronat, qui verront la possibilité de les faire exécuter. Par ailleurs, la contribution exceptionnelle résultant de l'exécution d'heures supplémentaires (taux de l'impôt fixé à 10 %) n'empêchera point ce patronat d'accroître ses bénéfices d'une manière substantielle en faisant exécuter des heures supplémentaires, surtout payées à ce tarif.

### ATTAKA CONTRE LES LIBERTÉS OUVRIÈRES

En ce qui concerne les travaux intéressants la défense nationale, signalons qu'un décret établit des sanctions visant les ouvriers qui refuseront d'exécuter des heures supplémentaires. Ce refus constituera un cas de rupture injustifiée du contrat de travail. Indépendamment de tous dommages-intérêts, il entraînera la perte du droit aux indemnités de préavis, de congé payé. Le salarié dont le contrat aura été rompu de cette manière ne pourra prétendre, durant six mois, bénéficier des allocations de chômage. Il ne pourra, durant le même délai, être présenté par l'Office public de placement pour être embauché ou rembauché dans un autre établissement, l'entreprise qui l'a licencié devant verser une indemnité de préavis.

D'autre part, quiconque, dans un tel établissement, aura provoqué ou tenté de provoquer un refus d'exécuter des heures supplémentaires, sera puni, soit d'un emprisonnement de six jours à trois mois, soit d'une amende de 100 à 1.000 francs, soit de ces deux peines. En cas de récidive, celles-ci seront doublées.

### BUT DES DÉCRETS DE REDRESSEMENT DE L'ÉCONOMIE

Ces différentes mesures indiquent avec clarté une volonté de contraindre la classe ouvrière à fournir une plus grande quantité de travail sans hausse parallèle de son standard de vie.

Les salariés, en raison de l'inévitable augmentation du coût de la vie, pourront, au prix de plus longues journées de travail, maintenir leur pouvoir d'achat. Par contre, du côté patronal, une production plus abondante, la baisse du prix de revient permettront un accroissement des profits, du moins on le pense, chez les défenseurs du présent système d'économie libérale : seulement, produire n'est pas vendre !...

Par ailleurs, du point de vue de la déf

## Attaque brutale des conditions de vie de la classe ouvrière

### LES DÉCRETS-LOIS FINANCIERS

Les multiples décrets-lois qui furent adoptés le samedi 12 novembre par le Conseil des ministres, et qui produisirent — le répétent est utile — une assez désagréable impression chez la grande majorité de nos concitoyens, sont apparus, du point de vue des défenseurs du régime économique libéral — hommes politiques ou économistes — comme la seule solution qu'il soit possible d'apporter au problème financier et économique actuel. Depuis des années, ne voyons-nous pas les successifs gouvernements, avec des difficultés financières ? N'est-il point question de déficits budgétaires d'une manière en quelque sorte chronique ? La déflation budgétaire, les rigueurs du fisc, le développement du crédit, dont successivement l'on usa, furent loin de constituer le remède attendu. Le mal, non seulement dure, mais il est devenu plus profond, si grave, si périlleux qu'aucuns des hommes de gouvernement et de nos économistes libéraux, le pays risque d'être entraîné dans la voie des désastres, vers la catastrophe.

Comment ce problème financier, cauchemardesque des nos gouvernements, se présente-t-il donc ? Quelles sont les données exactes ?

LES DÉPENSES PUBLIQUES

L'ensemble des charges publiques auxquelles il faut faire face est représenté par les dépenses de l'Etat (budget ordinaire, budget extraordinaire, charges de la Caisse autonome d'amortissement), mais aussi par les dépenses des collectivités locales et celles qui sont afférentes aux grands travaux de ces collectivités et des colonies, enfin par le déficit et les travaux d'établissement des services publics industriels, particulièrement des chemins de fer.

Pour l'année 1939, les dépenses publiques se monteront, en chiffres ronds, à 137 milliards, ainsi répartis :

(En millions)

Budget ordinaire .....	64.500
Budget extraordinaire .....	29.500
Caisse autonome d'amortissement (dont 6 milliards pour le service de la dette publique) .....	7.500
Dépenses des collectivités (départements et communes) .....	24.000
Grands travaux des collectivités et colonies .....	5.500
Déficit et travaux d'établissement des chemins de fer .....	6.000
Total .....	137.000

Les principaux éléments de ces charges publiques, les budgets ordinaire et extraordinaire, se décomposent de la façon suivante :

#### a) BUDGET ORDINAIRE

Dépenses Dépenses Totales militaires civiles (En millions)

1° Dette publique .....	» 15.100	15.100

## LES GRANDS MILITANTS DE L'ANARCHISME

## MICHEL BAKOUNINE

## La Vie d'un Révolutionnaire

En même temps que paraîtra ce numéro du « Libertaire » sortira en librairie une œuvre nouvelle sur Bakounine. L'auteur en est le camarade H.-E. Kaminski, qui nous a déjà donné, il y a quelques mois, un livre tout à fait remarquable sur les débuts de la révolution espagnole : *Ceux de Barcelone*.

Aujourd'hui c'est une œuvre d'un autre genre que nous donne Kaminski avec son livre sur Bakounine. La tâche était immense de rendre à ce titan révolutionnaire, à ce géant de notre pensée anarchiste, l'hommage de notre étude d'ensemble.

Cette étude faisait facilement défaut jusqu'ici. Elle manquait à notre arsenal de propagande. D'innombrables bouquins ont été produits sur Marx, le grand rival de Bakounine. Ses sectateurs lui ont voué un culte idolâtrique qui s'est traduit par un océan de papier imprimé sur les moins détails de sa vie.

Mais Bakounine, qui fut son principal adversaire, restait facilement à l'écart des préoccupations et recherches des historiens du mouvement social.

On s'explique assez mal d'ailleurs que dans les années d'avant-guerre quand les conditions de l'édition étaient meilleures que celles d'aujourd'hui, un effort plus grand n'ait pas été fait pour faire connaître mieux la vie prodigieuse de Bakounine, et les enseignements de la doctrine dont il fut le plus lucide interprète.

C'est le mérite de Kaminski d'avoir étroit-

tement mêlé dans son livre l'action militante de Bakounine avec le développement de sa pensée doctrinaire. Les deux sont d'ailleurs inseparables. Mais la difficulté était de faire sentir le synchronisme constant qu'il y a entre les aventures auxquelles l'homme est mêlé et le développement régulier de son idéologie politique.

Bakounine n'est pas un homme de bibliothèques et les statistiques.

Kaminski nous promène à travers le récit de cette vie incroyablement pleine de faits et d'actes depuis l'enfance, l'adolescence, le court stage comme officier de l'armée tsariste jusqu'aux derniers jours, à Berlin, dans la maladie, le dénouement, non loin de ce pays jurassien qui a vu naître sous son influence les premières organisations libertaires.

Nous revoyons à travers sa vie tout le XIX<sup>e</sup> siècle, romantique et idéaliste. Les révoltes, Février, la Commune, l'affaire de Lyon, l'insurrection polonaise, Dresde et Prague ; puis les grandes batailles d'idées, avec Marx ; ensuite, la naissance du mouvement ouvrier, les premières organisations, la Fraternité, la 1<sup>re</sup> Internationale ; puis les grandes figures des penseurs révolutionnaires, Ognenoff, Herzen, Marx et cet extraordinaire Netchaïeff inquiétant et attaquant à la fois.

Il est condamné deux fois à mort, reste huit ans en prison, connaît les interminables années d'exil dans la lointaine Sibérie. Il s'évade, accomplit autour du monde un extraordinaire périple pour finalement revenir au milieu des siens, c'est-à-dire les hommes qui payent de leur personne, les hommes qui se battent.

Un de ses biographies, Brupbacher, le définit ainsi : « Une nature prométhéenne ; à côté de lui, ajoute-t-il, « Marx fait figure de policier rouge, un fonctionnaire de la liberté, la considérant comme l'unique milieu au sein duquel puissent se développer et grandir l'intelligence, la dignité et le bonheur des hommes ; non de cette liberté toute formelle, octroyée, mesurée et réglementée par l'Etat, mais un véritable et éternel et qui en réalité ne représente jamais rien que le privilège de quelques-uns fondé sur l'esclavage de tout le monde ; non de cette liberté individualiste, égoïste, mesquine et fictive, prônée par l'école de J.-J. Rousseau, ainsi que par toutes les autres écoles du libéralisme bourgeois, et qui considère le soi-disant droit de tout le monde, représenté par l'Etat, comme la limite du droit de chacun, ce qui aboutit nécessairement et toujours à la réduction du droit de chacun à zéro. Non, j'entends la seule liberté qui soit vraiment digne de ce nom, la liberté qui consiste dans le plein développement de toutes les puissances matérielles, intellectuelles et morales qui se trouvent à l'état de facultés latentes en chacun ; la liberté qui ne reconnaît d'autres restrictions que celles qui nous sont tracées par les lois de notre propre nature ; de sorte qu'à proprement parler il n'y a pas de restrictions, puisque ces lois ne nous sont pas imposées par quelque législateur du dehors, résidant soit à côté, soit au-dessus de nous ; immuables, inhérentes, elles constituent la base même de tout notre être, au lieu donc de trouver en elles une limite, nous devons les considérer comme les conditions réelles et comme la raison effective de notre liberté.

J'entends cette liberté de chacun qui, loin de s'arrêter comme devant une borne devant la liberté d'autrui, y trouve au contraire sa confirmation et son extension à l'autre ; la liberté illimitée de chacun par la liberté de tous ; la liberté par la solidarité, la liberté dans l'égalité ; la liberté triomphante de la force brutale et du principe d'autorité qui ne fut jamais que l'expression idéale de cette force ; la liberté qui, après avoir renversé toutes les idoles célestes et terrestres, fondera et organisera un monde nouveau, celui de l'humanité solidaire, sur les ruines de toutes les Églises et de tous les Etats.

Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges. Mais, partisan quand même de la liberté, cette condition première de l'humanité, je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédérées dans les communes, et par la fédération tout aussi spontanée des communes, mais non par l'action suprême et tutélaire de l'Etat.

C'est là le point qui divise principalement les socialistes ou collectivistes révolutionnaires des communistes autoritaires partisans de l'initiative absolue de l'Etat. Leur but est le même ; l'un et l'autre partie veulent également la création d'un ordre social nouveau fondé uniquement sur l'organisation du travail collectif, inévitablement imposé à chacun et à tous par la force même des choses, à des conditions économiques égales pour tous, et sur l'appropriation collective des instruments de travail.

Seulement les communistes s'imaginent qu'ils pourront y arriver par le développement et par l'organisation de la puissance politique des classes ouvrières et principalement du prolétariat des villes, à l'aide du

Guépéou ». La comparaison est sévère, mais elle n'est pas injuste. Bakounine a toutes les qualités du cœur qui manquent

à son développement ininterrompu vers des formes sociales de moins en moins imparfaites. Ce n'est pas le sec doctrinaire sans passion qui explique et résout le problème social par les mathématiques de l'idéologie, l'idéologie fût-elle scientifique.

Bakounine est un être de chair et de sang. Sa chair sait frémir et souffrir, son sang généreux bouillonne dans ses veines.

Ce n'est pas lui qui aura le triste courage de railler son meilleur ami quand celui-ci perd une femme aimée, comme Marx le fit quand Engels fut mourir sa femme.

Sa vie forme le plus extraordinaire roman révolutionnaire. Seules peuvent lui être comparées les existences mouvementées de certains hommes de la révolution russe.

Mais si Bakounine est toute l'action, il n'est pas cependant son action. Il est aussi un penseur profond et précis. Nul mieux que lui n'a su dire et définir ce que veulent les anarchistes : une société égalitaire basée sur la justice et la liberté.

Il ne conçoit pas « le socialisme sans la liberté », car alors il n'est plus, dit-il, que « l'esclavage et la brutalité ».

Dans des pages d'une admirable clarté, Kaminski a su résumer parfaitement tout ce qui différencie le socialisme autoritaire de Marx du socialisme libertaire dont Bakounine a été le plus clairvoyant théoricien. L'auteur dans l'article qu'on lit plus loin, nous exprime lui-même sa méthode et les raisons qui l'ont poussé à écrire ce livre, il a eu raison de s'adresser surtout au public qui travaille et qui peine, à l'ouvrier, fatigué de sa journée de travail et qui cherche la voie de sa libération.

Après les lamentables failles du socialisme autoritaire dans les pays où ses adeptes se comptaient pourtant par mil-

lions, après l'effondrement de la révolution russe dans « la brutalité et l'esclavage », après le néo-césarisme des pays totalitaires qui a emprunté au socialisme juste ce qu'il fallait pour en faire un effroyable moyen d'oppression des masses il ne reste à l'humanité pour s'affranchir que la voie du socialisme libertaire.

Nous vivons une époque où le socialisme français dans ses différentes tendances ait bien besoin des enseignements de Bakounine. Il y a quelques jours Léon Blum, dans un article du « Populaire » disait que devant les difficultés du pouvoir, il s'était parfois demandé s'il n'avait pas fait fausse route en suivant la voie de Marx plutôt que celle de Bakounine.

On peut répondre par l'affirmative. La libération du prolétariat ne peut venir que de lui-même par l'affirmation dans les faits de sa capacité de lutte et de création. La décomposition du Front populaire et les malheurs qu'elle a entraînés prouvent la justesse des théories d'action directe dont Bakounine fut le héros infatigable et héroïque.

La lecture du livre si passionnant de Kaminski sur celui dont nous pouvons révéler la mémoire comme notre meilleur guide, nous confirmera dans nos convictions.

Ce livre sera pour nous, pour nos idées, un puissant instrument de propagande que chaque militant voudra se procurer.

LOUIS ANDER.

## LE SOCIALISME DE BAKOUNINE

Le socialisme, dit-on, se montre enclin à conclure une alliance avec le césarisme. D'abord c'est une calomnie, c'est au contraire le césarisme qui voyait poindre à l'horizon la puissance menaçante du socialisme, en cherchait les sympathies pour les exploiter à sa façon. Mais n'est-ce pas une raison de plus, pour nous de nous en occuper, afin de pouvoir empêcher cette alliance monstrueuse, dont la conclusion serait sans doute le plus grand malheur qui puisse menacer la liberté du monde.

Nous devons nous en occuper en dehors de toutes ces considérations pratiques, parce que le socialisme, c'est la justice. Lorsque nous parlons de justice, nous n'entendons pas celle qui est donnée dans les codes et par la jurisprudence romaine, fondés en grande partie sur des faits de violence accomplis par la force, consacrés par le temps et par les bénédictions d'une Eglise quelconque, chrétienne ou païenne, et comme tels reconnus comme des principes absous, dont le reste n'est que la déduction très logique (...) nous parlons de la justice qui se fonde uniquement sur la conscience des hommes, que vous retrouverez dans celle de tout homme, même dans la conscience des enfants, et qui se traduit en simple équation.

Cette justice si universelle et qui pourtant, grâce aux envahissements de la force et aux influences religieuses, n'a jamais encore prévalu, ni dans le monde politique, ni dans le monde juridique, ni dans le monde économique que, doit servir de base au monde nouveau. Sans elle, point de liberté, point de république.

La liberté sans le socialisme, c'est le privilège, l'injustice ; le socialisme sans la liberté, c'est l'esclavage et la brutalité.

BAKOUNINE.

blique, point de prospérité, point de paix. Elle doit donc présider à toutes nos résolutions, fin que nous puissions concourir à l'établissement de la paix.

Cette justice nous commande de prendre en nos mains la cause du peuple, jusqu'à cette heure si horriblement maltraité, et de revenir à la liberté, pour lui, avec la liberté politique, l'émancipation économique et sociale.

Nous ne nous proposons pas tel ou tel système socialiste. Ce que nous vous demandons, est de proclamer de nouveau ce grand principe de la Révolution française : que tout homme doit avoir les moyens matériels et moraux de développer toute son humanité, principe qui se traduit, selon nous, dans le problème suivant :

Organiser la société de telle sorte que tout individu, homme ou femme, venant à la vie, trouve des moyens à peu près égaux pour le développement de ses différentes facultés et pour leur utilisation par son travail.

Organiser une société qui, rendant à tout individu, quel qu'il soit, l'exploitation du travail d'autrui impossible, ne laisse chacun participer à la jouissance des richesses sociales, qui ne sont en réalité jamais produites que par le travail, qu'autant qu'il aura directement contribué à les produire par le seul.

La réalisation complète de ce programme sera sans doute l'œuvre des siècles. Mais l'Histoire l'a posé et nous ne saurons désormais en faire abstraction sans nous condamner nous-mêmes à une impuissance complète.

Nous nous hâtons d'ajouter que nous repoussons énergiquement toute tentative d'organisation sociale qui, étrangère à la plus complète liberté tant des individus que des associations, exigerait l'établissement d'une autorité réglementaire de quelque nature que ce fut, et qu'au nom de cette liberté que nous reconnaissons comme l'unique fondement et comme l'unique créateur légitime de toute organisation, tant économique que politique, nous protestons toujours contre tout ce qui ressemblera, de près ou de loin, au communisme et au socialisme d'Etat.

BAKOUNINE.

Bakounine vers 1868

## En guise de préface

par H.E. Kaminski

vail sur Bakounine. Malheureusement, cette biographie est inaccessible au grand public. Ecrite à la main et polycopiée, elle n'existe que dans quelques bibliothèques. Pour la lire, il faut d'ailleurs savoir l'allemand et quelques autres langues, car Nettaïau écrit en allemand et fait chaque citation dans sa langue originale.

En allemand également est le beau livre de Fritz Brupbacher, qui traite des relations de Bakounine avec Marx. Enfin, il y a, en italien, l'histoire fort documentée de ses rapports avec Mazzini, dont l'auteur est le malheureux Nello Rosselli, lâchement assassiné en même temps que son frère Carlo. Et déjà, la liste des ouvrages favorables à Bakounine est épaisse. Ses autres biographies sont tous des adversaires.

Je ne veux pas être ingrat envers ces savants, ni méconnaître leurs efforts méritoires et fertiles. Stekloff qui est l'auteur d'une biographie en quatre volumes, Polonsky qui a découvert la Confession, Korniloff qui a publié les lettres de Bakounine à sa famille, Nicolaiewsky qui a projeté des lumières nouvelles sur son activité en 1848, Pfitzner qui a trouvé des documents sur son séjour dans les prisons autrichiennes — chacun d'eux a apporté des éléments importants à la littérature sur Bakounine. Mais, outre que ces ouvrages sont écrits soit en russe, soit en allemand, tous ces hommes sont éloignés de leur sujet aussi bien par leur formation intellectuelle que par leurs convictions politiques. Remarque qui s'applique aussi à la biographie en langue anglaise de Carr, la dernière venue dans cette série.

Aucun de ces livres n'est traduit. Même la correspondance avec la famille n'est publiée qu'en russe, bien que ces lettres soient écrites en français. Sauv quelques brèves études, il n'existe en français que la Vie de Bakounine, par Hélène Iswolsky, qui est moins une biographie qu'un pamphlet et la Confession qui est précédée d'une intéressante préface de Brupbacher.

Le lecteur qui veut se familiariser avec Bakounine ne peut le faire que par ses œuvres, publiées avec des soins méticieux par James Guillaume. Cette édition est pourtant fort incomplète ; elle ne contient que ce que Bakounine a écrit dans les dernières années de sa vie.

Je profite de cet article pour exprimer l'espérance qu'on publiera bientôt en français, sinon les œuvres complètes de Bakounine, au moins une édition populaire qui tiendra compte de ses travaux. Il serait surtout de la plus haute importance de publier intégralement le Catechisme Révolutionnaire qui est la première manifestation de l'anarchisme révolutionnaire.

Si la littérature sur Bakounine s'accroît régulièrement, nous sommes loin d'être entièrement renseignés sur lui. Dans sa vie si mouvementée il y a plusieurs périodes dont nous connaissons à peine les événements extérieurs ; de nom-

Le livre de Kaminski, BAKOUNINE, LA VIE D'UN REVOLUTIONNAIRE (un volume aux Editions Montaigne) est en vente au LIBERTAIRE, au prix de 25 francs. Conditions spéciales pour les groupes. Adresser les commandes à Scheck, chèque postal : Scheck-Paris 487-78.

Nous repoussons toute législation, toute autorité, et toute influence privilégiée, patentée officielle et légale, même sortie du suffrage universel, convaincus qu'elle ne pourra tourner jamais qu'au profit d'une minorité dominante et exploitante, contre les intérêts de l'immense majorité asservie. Voilà dans quel sens nous sommes réellement des anarchistes.

BAKOUNINE (Dieu et l'Etat).

**LA BOITE  
AUX BOUQUINS**
**Les Rescapés**

par Henri Poulaille (1)

Tous nos lecteurs aiment Poulaille. Ils se rappellent les vivantes chroniques qu'il donnait au *Libertaire*. Ils retrouvent dans son œuvre, leurs joies et leurs souffrances. Ils l'écoutent battre leur propre cœur. Peut-être ignorent-ils que nous devons à l'auteur de *Pain de Soldat* une admirable histoire de la littérature prolétarienne. Le premier, Poulaille a rendu justice à de grands écrivains longtemps méconnus, tels *Giono* et *Ramus*. Grâce à lui, nous connaissons *Noel Doff*, la romancière hollandaise; *Francis André*, le paysan belge; *Lucien Bourgeois*, *Louis Nazzi*, *André Baillon*. Et bien d'autres encore que leur âpre talent et leur vie laborieuse placent au-dessus des écrivains de bonne famille dont le nom s'impose comme un produit alimentaire. L'an dernier, il présentait *Constant Malva*, le mineur. Cette année, il a découvert *André Séry*. Il soutient les jeunes, encourage les humbles. Rarement un homme s'est montré aussi fraternel. Toutefois dans le domaine des lettres.

*Les Rescapés* sont le deuxième et dernier tome de *Pain de Soldat*. Nous retrouvons Magneux blessé et fuyant vers l'arrière. Qu'ils sont environs ceux qui peuvent quitter la ligne de feu ! Leurs camarades ne se doutent pas qu'il faut souffrir, atrocement souffrir, avant d'échouer à l'hôpital. La douleur physique, qu'un pansement hâfif ne calme pas, la lenteur du voyage, l'angoisse de mourir en route, la faim, la soif, autant de tortures que subissent les blessés. Magneux supporte vaillamment ces épreuves. Lorsqu'il est guéri on le garde comme infirmier dans son hôpital. Il y demeure plusieurs mois. Il s'endépand d'Hélène, courageuse jeune fille qui s'est échappée de son monde pour venir soigner les soldats. Mais l'infirmière est déjà fiancée. Magneux demande à partir. On l'envoie en Alsace, à l'arrière du front, dans une compagnie nord-africaine. Puis l'armistice est signé, le cauchemar prend fin. Magneux rentre à Paris où la vie semble rire à pleines dents. Il ne trouve plus de travail. Son patron l'a remplacé. Que faire ? Les chômeurs emplissent les bureaux où l'on embauche. Des milliers de familles traînent dans les rues. Ça et là la gronde la révolte. Mais quatre ans de servitude ont marqué cette foule. Elle est lasse, elle ne demande qu'un peu de bonheur. Chacun entend refaire sa propre vie, se ménager une petite existence tranquille, se reposer enfin. Dans la boue des tranchées, sur les frontières de la mort, les hommes ont perdu leur virilité. La victoire ne sera pas pour le peuple. La révolution attendra.

*Tous s'en foutent. On se fout de tout. C'est une manière d'être heureux... C'est la manière d'être heureux des rescapés*

Le livre de Poulaille se termine sur cette note désenchantée, mais l'on sent que la crise d'égoïsme de Magneux sera passagère. Il reprendra la lutte, il servira encore la Révolution. Malheureusement, les autres rescapés qui auront eu comme lui, la chance de renaître, oublieront vite leurs souffrances. Vingt ans après la guerre nous sommes menés d'une nouvelle tuerie. A chaque instant, la paix trébuche et les peuples anxieux suivent sa marche incertaine. Ils retiennent leur souffle et se désespèrent de la voir si faible, si mal défendue. De nouveau, l'inquiétude pèse sur le monde. En serait-on là si les anciens combattants avaient fait leur devoir au lieu d'organiser leurs chiens-lits patriotes ?

Ou à beaucoup écrit sur la guerre. Jamais on ne l'a évoquée en termes plus simples, plus justes, plus émouvants. Poulaille l'a faite et se souvient. Il la décrit telle qu'elle est, tragique et bontonne à la fois, stup de toujours. Elle prend les hommes pour n faire de pauvres bougres sans morale, ni conscience. Elle donne aux salauds l'occasion de commettre quelques canulars supplémentaires. Dans *Les Rescapés*, nous la voyons du dedans, en compagnie de Magneux. Cet ouvrier anarchiste, sensible et culté, n'ambitionne nullement l'honneur de faire un mort ; il subit la guerre et ne lui cède qu'à contre-cœur. Au milieu de la tourmente, il reste lucide et digne. Nous reconnaissions aisément Poulaille lui-même dans ce héros si humain.

A LA GUERRE IL Y A QUE DES VAINTS. *Les Rescapés* illustrent à merveille cette pensée de l'auteur. D'un bout à l'autre du livre, on rencontre les pitoyables victimes du carnage. Ce sont d'abord les blessés de la face, les grands mutilés à qui Magneux rend visite au cours de sa convalescence. Puis les ouvriers arabes de la compagnie nord-africaine. Ceux-ci ont refusé de se battre. On les emploie à des terrassements et on les force à travailler en les privant de nourriture.

*Ils n'avaient qu'à rester chez eux, au lieu de s'engager volontaires, déclaraient les gardes, encore qu'ils sussent à quoi s'en tenir sur les méthodes d'enrôlement en Afrique du Nord.*

Combien de fois avaient-ils pu les envoi-

**HENRY  
POULAILLE**
**PAIN  
DE SOLDAT**

Roman

**I. Pain de soldat**

Un volume de 500 pages. 24 fr.

**II. Les Rescapés**

Un volume de 350 pages. 24 fr.

**GRASSET**

*Notre camarade Poulaille dédicacera les livres qui nous seront commandés au Libertaire*

**UNE CONFERENCE DE PATORN  
A GAGNY**

Vendredi 2 décembre 1938, à 20 h. 45, salle du Caté de l'Avenir, 87, route de Gournay (Chenay), réunion pacifiste et contradictoire, organisée par le groupe d'action pacifiste et sociale de Gagny avec André Patorni :

*« Ce n'est pas notre Paix ! »*

Invitation à tous les pacifistes et lecteurs du *Libertaire*.

**Petite Correspondance**

◆ Lacarte. Peux-tu passer me voir samedi ou téléphoner ? — André.

◆ E. Marteau à Angoulins, bien reçu 10 fr.

Souscription 170 au C. P. Schek.

◆ Simonave à Wavrechies : La Société Mourente et l'Anarchie à J. Grave, à ta disposition, bon état, franco, 22 fr. 80.

◆ Dufour, Bruxelles, 10, rue Léon Charbon

Union Sinclair contre 9 fr. français plus frais d'envoi, 2 fr. Envoyez dès réception de la somme.

◆ Pottier Genève, 6, rue Anatole-France, Bièvre, demande des nouvelles de Durruti.

◆ Outer est prié passer voir Thérèse à 1 heure, au Croissant.

**REUNIONS  
ET CONFÉRENCE DE  
LA SEMAINE**

Paris IX<sup>e</sup> **VENDREDI** 2

A 20 h. 30, salle des Préaux d'Ecole, 15 rue Turgot.

**LE MENSONGE ELECTORAL**

Orateurs : Frémont, Barzangette, Ringeas, Champenois.

Choisy le Roi **JEUDI** 8

A 20 h. 30, salle Lechevalier, carrefour de Pompadour.

**OUI, LES ANARCHISTES  
AVAIENT RAISON**

Orateurs : Berger, Barzangette, Frémont.

Paris III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> A 20 h. 30, 31, rue des Archives.

**LA LUTTE DE CLASSES CONTINUE**

Orateur : Emile Rambaud.

Paris IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup>, 40, boulevard Bonne-Nouvelle

**LE COMMUNISME LIBERTAIRE**

Orateur : Guennec.

Sannois **VENDREDI** 9

A 21 heures, salle Léonard, 26, boulevard Maurice-Berthelot.

**OUI, LES ANARCHISTES  
AVAIENT RAISON**

Orateurs : Barzangette, Brégeot, Ringeas.

Goussainville A 21 heures, salle Chapat, Clos des Noues.

**OUI, LES ANARCHISTES  
AVAIENT RAISON**

Orateur : Gourdin, Vintringer, Le Meillour.

Villeneuve-St-Georges A 21 h salle Jouvet, 34, rue Francis-Martin

**OUI, LES ANARCHISTES  
AVAIENT RAISON**

Orateur : Frémont, Virot, Pedron.

Saint-Ouen 21 heures, Espace de l'Enfance, salle de la mairie.

**OUI, LES ANARCHISTES  
AVAIENT RAISON**

Orateurs : Lorio, Goudry, Patorni.

Antony **MERCREDI** 14

Salle Camille, 76, avenue d'Orléans

**OUI, LES ANARCHISTES  
AVAIENT RAISON**

Orateurs : Berger, Barzangette, Frémont.

**Les jeunes syndicalistes  
ne sont pas colonisables à volonté**

Nous ne présentons pas apporter ici une fraîche nouvelle, en répétant aujourd'hui que, dans la G.G.T., le syndicalisme est bien malade, vraiment paralysé.

Se substituant à ce dernier, les partis politiques dirigent la centrale confédérale vers des buts qui ne sont pas ceux du syndicalisme ouvrier.

Par un manque d'éducation syndicale, par une absence totale d'énergie, les ouvriers confédérés sont admis dans leur organisme l'intrusion des clercs politiques, lesquels le mènent de jour en jour, et le conduisent inévitablement à la faillite.

Il est encore au sein de la C.G.T., et la est tout notre espoir, des hommes, des ouvriers qui ne sont pas seulement des syndiqués, mais ayant tout, des syndicalistes conscients, éclairés.

Et puis il y a aussi toute une jeunesse nouvellement entraînée dans la vie économique de la société, nouvellement entrée dans la lutte quotidienne. Une jeunesse qui cherche à apprendre, qui s'éduque, qui pense.

Nous sommes de cette jeunesse syndicaliste nouvelle. Et nous devons apprendre, chercher dans le livre du savoir, nous devons nous éclairer, nous devons éclairer nos autres frères exploités.

Il ne faut pas ignorer les grandes lignes du syndicalisme. Le syndicalisme pur, celui des Varlin, Peloutier, Griffuelles et autres, tous ces vaillants précurseurs qui ont édifié, après force luttes, les chambres syndicales, les bourses du travail.

Les jeunes syndicalistes, groupés aujourd'hui dans la Confédération Générale du Travail ne sont pas prêts pour la colonisation, ne nous méprisez pas !

C'est à nous, jeunes amis, de faire de l'action ! C'est à nous de mener le bon combat ! Ne nous laissons pas abattre ! L'action directe, la grève sont nos seules armes, employons-les. Sans répit, il nous faut lutter. Sachons aller jusqu'à l'extrême pour tâcher d'être un peu moins malheureux. N'hésitons pas à livrer bataille au capitalisme moribond !

Et sachons, messieurs les entérineurs du syndicalisme, que nous n'admettrons pas plus longtemps, se porte de combativité.

Nous ne voulons pas faire la grève pour faire tomber un gouvernement, puis en placer un autre identique ; nous voulons l'action directe pour faire crouler définitivement le vieux monde qui nous opprime et veut faire de nous les esclaves inconsidérés du capital. Nous voulons mettre fin à l'exploitation de l'individu par son semblable.

Nous voulons substituer à ce vieil appareil bourgeois qui a fait son temps, un organisme jeune, vigoureux, fort, une société construite sur de nouvelles bases, à la fraternité, l'égalité, la liberté, reconquerront leurs pleins droits, et leur sens propre.

Notre syndicalisme est révolutionnaire : Oui ! Nous le voulons comme il fut, apostolique, indépendant, libre de toute chaîne partisane. Et là seulement, il pourra retrouver la route de la Révolution, et reprendre sa marche vers l'émanation totale du monde du travail.

Jeunes ouvriers ! Cuvrons donc dans ce sens !

R. CHRISTIAN,

La résolution suivante a été votée à l'unanimité par les camarades à notre meeting hebdomadaire, aujourd'hui dimanche 27 novembre 1938.

**Jeunesse A anarchiste C communiste**
**Enseignements  
d'un succès**

politiciens qu'elle possède dans son sein.

Créer une dignité de travailleur libre, un esprit de classe, cela nécessite une éducation prolétarienne, parmi les ouvriers et plus particulièrement encore parmi les jeunes. Car si le syndicalisme ouvrier avait su conquérir toute la jeunesse ouvrière, l'intérêt aux luttes syndicales, l'éduquer pour en tirer le maximum de militants conscients, cela aurait été une garantie d'avenir pour le mouvement ouvrier, et l'assurance que le mouvement syndical ne connaîtrait plus de défaite.

Il aurait fallu que le mouvement syndical ne prenne pas copie sur les Jeunes Communistes pour intéresser les jeunes ; loisirs et distractions ne sont que des à-côtés du problème des jeunes, il était nécessaire de conserver les jeunes syndiqués pour d'autres buts, et par d'autres moyens.

L'enseignement des luttes syndicales, l'historique de la C.G.T. ne sont pas des choses fastidieuses pour les jeunes, bien au contraire, car tout ce qui relate les faits d'action les passionne. C'était là un des sujets qui pouvaient constituer la base de l'éducation syndicale des jeunes. Fourne ne pas l'avoir fait, on courra demain le risque de les voir désorientés et déillusionnés se jeter dans les bras d'un sauveur à la Doriot ou à la La Rocque. L'éducation prolétarienne doit être à la base de toute organisation qui se réclame pour l'émancipation de la classe ouvrière. L'éducation syndicale est donc la clé d'une organisation comme la C.G.T.

Les anarchistes ont de tous temps précocement l'éducation sociale parmi la classe ouvrière, condition essentielle pour son émancipation totale.

En négligeant ce facteur éducation, la C.G.T. nous prouve qu'elle entend limiter l'émancipation de la classe ouvrière à des revendications de salaire, et encore dans la mesure où cela n'entre pas dans l'action des syndicats.

Parmi tous les problèmes que la société déca-

R. CARON.

**Le bataillon des sans-amour**

Parmi les problèmes que la société décadente pose à la sagacité des hommes, il en est un particulièrement douloureux : l'enfance malheureuse.

Un matin, un scandale éclate. Un journaliste en mal de copie s'en empare, le gonfle démesurément. On fait une enquête, on réclame des réformes, on exige des sanctions. Puis le scandale se fait, l'oubli vient. Jusqu'au jour où un autre scandale éclate à son tour.

Personne n'a oublié les révoltes révélatrices, qui, il y a quelques mois, ont été faites sur les maisons dites d'éducation surveillée. Ces révoltes qui, personnellement, ne nous ont rien appris, ont fait sur le grand public une profonde impression. Pour des motifs que nous ne saurons approuver, Alexis Danan s'est fait le champion de l'enfance malheureuse. Et les lecteurs se sont émus, et les lecteurs ont oublié, et rien n'a changé.

Depuis longtemps déjà, les pédagogues bien pensants ont effleuré le problème. Ils ont laissé déborder leurs cœurs, à tant la ligne. Il y a quelques années, un film américain traitait cette question. Dans un camp entouré de hauts grillages, surmonté d'un mirador où un gardien-chouroum armé d'une mitrailleuse montait la garde, il nous montrait la vie des pauvres gosses, que le destin avait conduits là. Il dévoilait les combines du personnel, du directeur abusant sans vergogne et pour leur propre profit, de leur situation. Le réalisateur de film les dénonçait non pas à la façon de Mirbeau mais comme tout bon cinéaste bourgeois l'avait fait, il y a quelques années, un autre film, « Prison aux barreaux », traitant le même sujet d'une façon plus sentimentale et moins violente. Mais aucun ne posait le problème exact. Aucun, excepté toujours l'admirable film, « La rue sans issue », à la censure en a d'ailleurs interdit le doublage, en français. Mais à part ces rares exceptions, tous les huppés officiels envisagent la question, tous le même angle, comment gouverner un bagne d'enfants ? Mais il est un problème qu'il n'éfface pas : comment ne pas remplir ces bagnes ? Poser ce problème c'est déjà condamner la société dont ils tirent leur grasse prétendre. Car tous ces gosses, que l'on nous présente comme des criminels précoce, ne sont que les victimes de la société, de l'ordre, de la morale établie. Que leur reproche-t-on ? Celui-ci a été condamné pour



**Les fautes des dirigeants syndicaux n'excusent pas la lâcheté des troupes**

# Le libertaire syndicaliste

## Défaite du Proletariat ? NON ! Défaite du syndicalisme de Gouvernement !

On ne peut, décemment, chanter victoire après la grève du 30 novembre.

Personne n'espérait un grand succès. L'atmosphère n'y était pas, et les organisateurs de la grève, c'est-à-dire le Bureau Confédéral, ne faisaient rien pour la créer.

Les « erreurs » ont été accumulées. D'abord cette inexplicable lenteur à fixer la date du mouvement.

Le gouvernement a ainsi eu tout le temps de préparer des menaces, de prendre des mesures répressives, les ministres de prononcer des discours radiodiffusés.

Pas d'affiches, pas de préparation. Entre la décision de la grève et le jour de son déroulement, des jours se sont écoulés pendant lesquels les chefs du mouvement syndical tournaient uniquement les yeux vers le gouvernement et laissaient la classe ouvrière totalement désorientée.

Devant le peu de chaleur que manifestaient pour la grève fonctionnaires et employés, on a même commis la « boulette » de fixer la grève au jour même de la paye dans ces catégories sociales.

Le mot d'ordre de grève générale a été lancé pour effrayer le gouvernement, pour le faire démissionner ou céder. La lutte se déroulait visiblement entre deux équipes d'hommes de gouvernement agitant chacune un épouvantail : l'une la répression, l'autre la grève générale.

Pendant ce temps, les menaces du gouvernement faisaient leur effet, surtout chez les fonctionnaires, tremblant de perdre leur place, leur retraite, chez les employés menacés aussi de licenciements.

Le Syndicat des instituteurs du Rhône se réfugiait derrière un mauvais prétexte, se refusait à participer au mouvement. Les instituteurs du Rhône et la majorité des instituteurs en général, ne veulent pas faire une grève dirigée contre la politique étrangère de « notre pays ». Au nom du pacifisme et de l'antibolchevisme, on refuse de lutter contre des décrets-lois de préparation à la guerre.

Et l'argument d'être repris dans les bureaux, dans les administrations, parfois dans les usines par ceux qui avaient grand besoin d'un prétexte pour masquer leur lâcheté.

Parmi ceux-là, des syndiqués de juin 1936.

ayant leur carte confédérale dans leur poche, sympathisants communistes pour la plupart qui, sans trop savoir ce que cela voulait dire, déclaraient qu'ils ne voulaient pas se prêter à une manœuvre politique, ou plus simplement qu'ils ne voulaient pas se faire renvoyer.

Les militants syndicalistes de la base, qui eux, voulaient la grève et la voulaient généralement, restaient stupefaits devant ce facteur nouveau : le « syndiqué-jaune ». Aucune action, aucune propagande de la direction confédérale ne venait leur apporter un appui. Les syndicalistes de gouvernement ont joué battus lorsqu'il s'est avéré que le chantage à la grève ayant été inefficace, la grève elle-même aurait lieu. Tous leurs espoirs résidaient dans leurs manœuvres. Autant que le gouvernement, la direction confédérale redoute une vaste agitation ouvrière. Depuis longtemps, ceux qui dirigent la C.G.T. ont adopté d'autres méthodes. Des mouvements avortés comme celui de mercredi sont dangereux pour le mouvement syndical, parce qu'ils lui font perdre confiance dans la puissance de sa propre action.

Il est certain que le prestige de la C.G.T. sur la classe ouvrière en « prend un coup » dans cette expérience.

Les militants syndicalistes sont placés aujourd'hui devant les résultats de la politique menée par les staliniens et les réformistes au sein des

syndicats. A force de crier à la provocation chaque fois que des ouvriers veulent passer à l'action, à force de demander de faire confiance aux députés, aux ministres, aux politiciens, à déshabiller les travailleurs d'une action qui a fait largement ses preuves, il n'y a pas si longtemps. Les syndiqués de juin 36 ont été gargarisés de slogans, de formules creuses. Ces éléments dépourvus d'éducation syndicale ont été — dans cette grève — contre nous, avec les jaunes.

Cette situation doit cesser. Il faut, certes, faire du recrutement syndical, mais on ne doit pas laisser une carte syndicale à n'importe qui. Il est navrant d'être obligé de dire que les jaunes n'ont pas leur place dans les syndicats.

L'exclusion de la C.G.T. de tous les non-grévistes doit être exigée par les militants syndicalistes. L'exclusion de la C.G.T. du syndicat jaune des instituteurs du Rhône doit être exclue.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

RINGEAS.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérativement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et